

2024



**RAPPORT
ANNUEL**

PSI

TABLE DES MATIERES

Introduction	4
Lutter contre la Privatisation et	
Promouvoir des Services Publics de Qualité	6
Influencer les Politiques mondiales	9
Secteurs	
Santé, Services Sociaux et Soins à la personne	11
Administrations Locales et Régionales/ Travailleurs.euses municipaux.ales	16
Services publics de distribution	19
Personnel auxiliaire du secteur de l'Education et de la Culture	20
Administration nationale et fonctionnaires internationaux	21
Droits syndicaux	22
Entreprises Multinationales	23
 IAMRECON	 24
Questions transversales	
Justice fiscale	26
Commerce	28
Digitalisation	29
Santé et Sécurité au Travail (SST)	30
Syndicalisation et Croissance	31
Migration et Réfugié.e.s	32
Crise climatique	34
Promotion de l'Égalité et de l'Équité	36
Travailleurs et Travailleuses LGBT+	38
Jeunes Travailleurs et Travailleuses	39
 Communications et Campagnes	 40
Soutenir le Développement syndical	42
Europe (FSESP)	44
 Rapport financier	 46

Nous sommes la voix internationale influente des travailleurs.euses des services publics et des services publics de qualité. Nous aidons nos membres à renforcer leur pouvoir. Ce faisant, nous continuerons à renforcer notre puissance et notre durabilité en tant qu'organisation.

Notre programme d'action, adopté lors du Congrès, définit une vision ambitieuse : construire un mouvement suffisamment puissant pour contrer les forces qui plongent notre monde dans la crise et font passer le profit avant les personnes. Nous sommes fiers d'avoir déjà obtenu des résultats, comme au Pakistan, où nous avons aidé 20 000 femmes agents de santé communautaire à former leur premier syndicat national.

Cependant, nous sommes également confrontés à une réalité cruciale : pour étendre ces victoires et réaliser notre vision, nous devons changer fondamentalement notre façon de travailler.

Quatre mois après le congrès, notre séminaire de planification a soulevé des questions difficiles concernant notre objectif, nos priorités et notre capacité à remplir notre mandat. L'un des résultats majeurs obtenus a été la description précise de nos activités : *« Nous sommes la voix internationale influente des travailleurs.euses des services publics et des services publics de qualité. Nous aidons nos membres à renforcer leur pouvoir. Ce faisant, nous continuerons à renforcer notre puissance et notre durabilité en tant qu'organisation. »*

Cette clarté d'objectif guide chacune de nos décisions. Cela signifie que nous devons constamment nous demander : ce travail renforce-t-il notre pouvoir ? Renforce-t-il nos membres ? Fait-il entendre notre voix sur la scène mondiale ?

Dans le cadre de cette transition, nous plaçons nos syndicats membres au cœur de toutes nos activités. Non pas en tant que bénéficiaires passifs, mais en tant que partenaires actifs qui font avancer nos initiatives. Cela impose d'impliquer davantage les syndicats dans nos programmes, d'être plus transparents dans nos opérations et de faire des choix délibérés quant à la manière dont nous allouons nos ressources limitées.



INTRODUCTION

En 2024, cette transition a débuté de manière urgente. Nous avons créé un Groupe de Travail sur les Finances afin d'impliquer les leaders des affiliés dans les décisions cruciales concernant la viabilité de l'ISP. Nous avons nommé trois administrateurs.trices indépendant.e.s chargé.e.s de superviser les actifs de l'ISP, et nous sommes en train de reconstruire les systèmes internes dans les domaines des finances, des ressources humaines et de l'administration afin de remplir notre mandat statutaire et de garantir notre indépendance. De plus, pour la première fois, nous avons lancé un nouveau bulletin d'information hebdomadaire afin d'informer les affiliés de notre travail et de célébrer nos victoires.

2024 a également été l'année qui a contraint l'ISP à faire face à ses difficultés financières croissantes. Des années d'inflation sans augmentation correspondante des cotisations, combinées à l'élargissement des mandats et au report des investissements dans des capacités essentielles, ont créé un déficit structurel, masqué pendant la pandémie de Covid, qui a atteint son maximum en 2023 avec plus d'un million d'euros. À la fin de 2024, nous avons réduit le déficit de plus de 60% et l'EB a adopté en mai 2024 le « Plan pour une viabilité financière de l'ISP » afin de nous permettre de renouer avec l'excédent en trois ans et de garantir la viabilité et l'indépendance continues de l'ISP.

Malgré ces défis, l'année 2024 a également été marquée par des moments de grand espoir et de grandes réalisations. Nous avons lancé un fonds de syndicalisation pour aider les affiliés à renforcer leur capacité à syndiquer les travailleurs.euses et à augmenter le nombre de leurs membres, car en fin de compte, notre pouvoir provient de la force collective des travailleurs.euses syndiqué.e.s. Ce fonds, lancé avec un demi-million d'euros provenant de subventions de démarrage accordées par les principaux syndicats, aide les membres à renforcer leur capacité de syndicalisation, finance le personnel chargé du travail stratégique approuvé, renforce les capacités du personnel à soutenir l'organisation et aide les affiliés victimes d'attaques à se mobiliser.

Notre action syndicale a permis à des dizaines de milliers de travailleurs.euses de la santé en Asie du Sud de rejoindre leur syndicat et de le développer. Cela démontre ce qu'il est possible de réaliser lorsque nous concentrons nos ressources de manière stratégique et aidons les affiliés à renforcer leur propre pouvoir.

Nous avons réagi rapidement pour défendre les leaders des affiliés de l'ISP qui ont été attaqués pour avoir défendu les droits des travailleurs.euses, notamment le Dr Davji Atallah, qui a été abattu par la police alors qu'il menait des



Euan Gibb, nouveau Secrétaire régional pour l'Inter-Amérique, et Daniel Oberko, nouveau Secrétaire régional pour l'Afrique et les Pays arabes, aux côtés du Secrétaire général de l'ISP, Daniel Bertossa.

manifestations syndicales pacifiques. Nous avons fait entendre la voix de nos 14 millions de travailleurs.euses affiliés du secteur de la santé et des soins lors des négociations du Traité sur les pandémies de l'OMS et avons contribué à pousser l'ONU à lancer des discussions sur un traité fiscal mondial.

Nous avons remporté une victoire majeure dans notre combat de dix ans pour mettre fin aux accords commerciaux qui sapent la qualité, la sécurité et le climat lorsque l'Union européenne s'est retirée du Traité sur la Charte de l'Énergie, conformément aux demandes de longue date de l'ISP, affaiblissant ainsi davantage le réseau mondial de dispositions ISDS préjudiciables.

Nous avons continué à renforcer notre travail sectoriel grâce à des formations en ligne visant à soutenir la remunicipalisation, et avons lancé « *The Privatisation Playbook* » (le guide de la privatisation) à l'intention des affiliés sur la prise de contrôle financière du secteur de la garde d'enfants.

Nous avons maintenu une solidarité sans faille avec les travailleurs.euses palestinien.ne.s qui luttent pour sauver des vies tout au long de l'année. J'ai rejoint une délégation syndicale mondiale à Ramallah, où nous avons rencontré des syndicats affiliés, des

travailleurs.euses de première ligne et des acteurs politiques régionaux afin de comprendre leurs luttes de première main. Avec d'autres syndicats mondiaux, nous avons déposé une plainte auprès de l'OIT contre le gouvernement israélien pour violation de la convention sur la protection des salaires, afin de récupérer les salaires de plus de 200 000 travailleurs.euses palestinien.ne.s. Nous avons créé le Fonds de solidarité de l'ISP pour Gaza afin de fournir une aide humanitaire d'urgence et de soutenir la restauration des services publics dans ce contexte catastrophique.

Cette année a également été marquée par d'importants changements à la direction qui nous positionnent pour l'avenir. Jocelio Drummond a pris sa retraite comme Secrétaire régional pour l'Inter-Amérique après 28 ans au service de l'ISP et a été remplacé par Euan Gibb. En Afrique et dans les Pays arabes, Sani Baba est parti à la retraite en tant que Secrétaire régional après 18 ans au service de l'ISP et a été remplacé par Daniel Oberko. Nous avons également accueilli au siège mondial Alpha Diallo en tant que nouveau Chef des Opérations. Nous remercions l'ensemble de notre personnel dévoué pour la patience et le courage dont il a fait preuve pendant cette période difficile et souhaitons la bienvenue à nos nouveaux collègues

dont l'énergie et les perspectives nouvelles font déjà la différence.

À la fin de l'année 2024, le monde semblait avoir fondamentalement changé. Les élections couvrant près de la moitié de la population mondiale ont vu un glissement important vers la droite ; Donald Trump a été réélu, soutenu par les oligarques de la technologie et l'influence pernicieuse de l'IA et des algorithmes ; une tentative de coup d'État a eu lieu en Corée du Sud, la guerre s'est intensifiée à Gaza et en Ukraine, et de nombreux autres événements majeurs se sont produits.

Nous relevons les défis qui nous attendent avec une ISP plus forte et une détermination renouvelée à construire le mouvement puissant et durable que méritent les travailleurs et travailleuses des services publics.

Chaque jour, nos membres démontrent qu'un monde où les personnes passent avant le profit n'est pas seulement une aspiration, mais qu'il est déjà en train de se construire, un service public à la fois, un.e travailleur.euse syndiqué.e à la fois, une victoire remportée à la fois.

En toute solidarité,

Daniel BERTOSSA,
Secrétaire général de l'ISP



David Boys, Secrétaire général adjoint de l'ISP, s'exprime lors d'un événement parallèle conjoint au Forum social du CDH 2024 à l'OIT à Genève : « Que voulons-nous que la conférence FfD4 accomplisse ? »

LUTTER CONTRE LA PRIVATISATION ET PROMOUVOIR LA

Remunicipalisation & les SPQ

Tout au long de l'année 2024, la privatisation a été imposée ou mise en œuvre par de nombreux gouvernements nationaux et locaux aux prises avec des charges financières considérables après la pandémie de Covid, les chocs climatiques et la hausse de l'inflation. Certains pays ont suivi les directives de longue date de la Banque mondiale consistant à s'attaquer en premier lieu aux

syndicats du secteur public, car ceux-ci étaient les plus susceptibles d'organiser la résistance à la privatisation.

Les raisons de s'opposer à la privatisation sont restées inchangées : la maximisation des profits entraîne des suppressions d'emplois, des baisses de salaires et une détérioration des conditions de travail ; une augmentation

des tarifs ; une diminution des investissements ; une moindre responsabilité publique et moins de priorités sociales et environnementales. L'entrée des grands acteurs financiers dans la privatisation, notamment les sociétés de capital-investissement, accroît ces dangers, avec le risque supplémentaire d'affaiblir les actifs publics après des années d'endettement, d'extraction de profits et d'évasion fiscale.

Les travaux du Centre for International Corporate Tax Accountability and Research (CICTAR) démontrent clairement les outils utilisés par les sociétés financières pour privatiser. Les affiliés de l'ISP s'associent aux rapports du CICTAR pour sensibiliser le public à ces dangers et se mobiliser pour les contrer. Dans certains cas, les recherches du CICTAR ont permis d'identifier des cibles à syndiquer, car les filiales étaient souvent dissimulées derrière de nombreuses filiales d'entreprises, souvent situées dans des paradis fiscaux.

Au niveau mondial, l'ISP a aidé les syndicats à syndiquer les opérateurs privés, en mettant l'accent sur les secteurs de la santé et des soins. De nombreux syndicats des services publics n'avaient pas d'expérience dans la syndicalisation des employeurs privés et ont été surpris par les tactiques utilisées pour bloquer la syndicalisation. Souvent, les employeurs privés n'hésitent pas à enfreindre le droit du travail si cela aide à briser les syndicats. Les syndicats doivent se préparer et anticiper, et la recherche sur les entreprises est un élément clé.

La Banque mondiale, sous la direction de son président Ajay Banga (nommé en juillet 2023), a continué à promouvoir la privatisation. M. Banga a passé toute sa carrière dans le monde des entreprises, chez Nestlé et PepsiCo, avant de se tourner vers

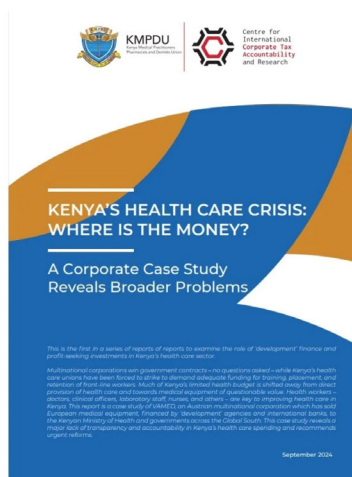
la finance chez Citigroup, puis de passer dix ans comme PDG de Mastercard. En 2020, il a été élu Président de la Chambre de commerce internationale. L'ISP s'est vigoureusement opposée à l'une de ses premières mesures à la Banque mondiale visant à créer le Laboratoire d'investissement du secteur privé afin d'attirer les investissements privés vers les « marchés émergents ». Les grandes sociétés de capital-investissement en étaient membres. L'ISP a signé une lettre adressée à Banga lui demandant de démanteler le Laboratoire.

Dans les centres historiques de la privatisation, la population a exigé le retour à la propriété et à la gestion publiques. Cela a été particulièrement frappant au Royaume-Uni, où la privatisation a duré plusieurs décennies et où l'opinion publique a massivement soutenu le retour en arrière dans les domaines de l'eau, de l'énergie, des transports, du logement social et autres. En France, centre historique des PPP dans le domaine de l'eau, un plus grand nombre de grandes villes sont revenues à la gestion publique. Le travail de l'ISP sur la remunicipalisation a été essentiel pour permettre aux syndicats de défendre leurs droits et leurs intérêts dans ces processus.

L'ISP a reçu une demande urgente de la WAPDA, le syndicat **pakistanaï** de l'énergie, qui a réussi à bloquer plusieurs tentatives de privatisation au fil des ans. Un

gouvernement national provisoire a décidé de privatiser en 2023 et a imposé un décret sur les « services essentiels » interdisant toute action syndicale. L'ISP Asie-Pacifique a rapidement organisé des réunions avec la WAPDA et ses alliés afin de les conseiller sur la stratégie à adopter : la WAPDA a convoqué une enquête publique (sur le modèle de l'initiative syndicale australienne) afin de recueillir l'avis du public et d'experts sur ce que nous savions être une privatisation dangereuse ; le syndicat a dénoncé la légitimité d'un gouvernement intérimaire à prendre une décision aussi importante, et l'ISP a dénoncé le décret inapproprié sur les « services essentiels » comme une tentative de faire taire le syndicat.

Au **Nigeria**, le gouvernement fédéral a choisi d'injecter 3 000 milliards de nairas (1,8 milliard d'euros) dans le secteur énergétique privatisé en faillite, plutôt que d'admettre son erreur et de revenir à la propriété et au contrôle publics. Ces fonds ont rempli les poches de l'oligarchie nigériane qui possédait les installations privatisées. Toujours au Nigeria, le gouvernement de Lagos était déterminé à privatiser l'eau, malgré l'échec de ses précédentes tentatives. Le gouvernement a ordonné le licenciement de centaines d'employé.e.s, une mesure visant à la fois à affaiblir le puissant syndicat et à envoyer un signal aux investisseurs privés pour qu'ils investissent. Le syndicat et ses alliés de la société civile ont riposté.



Les recherches du CICTAR ont aidé les affiliés de l'ISP à identifier des cibles à syndiquer, car les filiales sont souvent dissimulées derrière de nombreuses filiales d'entreprises, souvent situées dans des paradis fiscaux.

Le gouvernement **kenyan** a fait adopter à toute vitesse une loi accélérant la privatisation et mettant fin au débat parlementaire et à la participation publique. Le ministère des Finances est désormais habilité à approuver directement toute privatisation. Le parti d'opposition a contesté la loi révisée devant

les tribunaux, qui ont suspendu le processus pendant l'examen de l'affaire. Il convient toutefois de noter que peu de syndicats se sont élevés contre la campagne de privatisation menée par le nouveau gouvernement.

Au **Brésil**, les gains réalisés au fil des ans par les partis politiques de

droite aux niveaux local, régional et national ont permis la poursuite des privatisations, malgré le retour du Président Lula. De nombreux syndicats avaient encore du mal à se reconstruire après les attaques du gouvernement Bolsonaro. La polarisation politique a affaibli la capacité à former des alliances.

PROMOUVOIR LA REMUNICIPALISATION ET LES SPQ

Après deux ans de travail, l'ISP et la CSI-ETUC ont lancé «*Taking our services back home*» (Ramener nos services chez nous), un outil de formation en ligne à la demande destiné à aider les affiliés à comprendre les concepts, les opportunités et les défis liés à la remunicipalisation et à l'internalisation, et à mener des campagnes efficaces pour récupérer les services publics dans leurs communautés.

Disponible en 16 langues, dont l'arabe, le japonais et les langues sud-asiatiques, cette boîte à outils électronique est hébergée sur le site web de l'ISP et a été financée par des subventions de la Commission européenne et de l'OSF.

Depuis son lancement, l'ISP, la FSESP et les affiliés ont organisé des activités liées à la promotion et à la sensibilisation à la boîte à outils électronique, encourageant son utilisation et sa diffusion à tous les niveaux des structures syndicales

des services publics, du siège social aux ateliers. Par exemple, l'ISP a été invitée à présenter la boîte à outils aux membres de FÓRSA lors de sa session de campagne «*More Power to You Campaign and Local Government Staff*» (Plus de pouvoir pour vous et le personnel des collectivités locales).

La boîte à outils électronique a également suscité l'intérêt de nombreux affiliés de l'ISP et a renforcé la visibilité du travail de l'ISP et de la CSI dans ce domaine auprès des partenaires, des politiciens progressistes et des universitaires.

Lors du congrès de la FSESP à Bucarest, FÓRSA, CFDT Interco et FNV Overheid ont organisé une session parallèle sur le thème «*Remunicipalisation : renforcer les services publics et la démocratie locale*», au cours de laquelle la boîte à outils a également été présentée. Le professeur Andrew Cumbers de l'université de Glasgow a introduit la session.

UNITE et la CGT SP ont demandé des séances d'information pour leurs membres, tandis que le groupe de travail sur les marchés publics et l'externalisation (POWG) du Congrès des syndicats britanniques (TUC) et l'université d'Adélaïde ont interrogé l'ISP sur son travail en matière de remunicipalisation.

L'ISP continue d'encourager ses affiliés et ses régions à se familiariser avec le contenu de la boîte à outils électronique afin de s'engager de manière proactive avec l'ISP et ses alliés sur cette question stratégique.

L'ISP encourage également ses affiliés à partager leurs expériences et leurs ressources afin d'enrichir notre base de connaissances commune, garantissant ainsi que la boîte à outils électronique reste une ressource vivante qui reflète les diverses expériences de remunicipalisation du point de vue des syndicats de services publics du monde entier.





Délégation syndicale mondiale à la 68e session de la Commission des Nations unies sur la Condition de la Femme à New York

INFLUENCER LES

Politiques mondiales

Tout au long de l'année 2024, l'ISP a continué à façonner l'élaboration des politiques mondiales en faveur de la défense des services publics, des droits des travailleurs.euses et de la gouvernance démocratique. Nos interventions stratégiques dans de multiples forums internationaux ont permis à nos syndicats et aux communautés qu'ils servent d'obtenir des victoires tangibles.

Nous avons franchi une étape importante lorsque l'ONU a fait progresser sa Convention-cadre sur la coopération fiscale internationale. Nous avons soumis des commentaires détaillés sur le projet de mandat, en mettant l'accent sur la fiscalité progressive, la transparence et les mécanismes qui donnent la priorité aux travailleurs.euses et aux services publics plutôt qu'aux intérêts des entreprises.

Notre Réseau des syndicats pour la justice fiscale (NUTJ) a fourni à nos affiliés des outils leur permettant d'identifier les transferts de bénéfices et de renforcer leur pouvoir de négociation grâce à des réglementations publiques sur la déclaration pays par pays (pCbCr).

Nous avons fait entendre la voix de 14 millions de travailleurs.euses de la santé et des soins lors des négociations du Traité sur les pandémies de l'OMS. Lors de la neuvième réunion de l'Organe intergouvernemental de négociation (INB9), nous avons présenté des priorités globales concernant l'Article 7 (Personnel de santé et de soins). Bien que les négociations aient été prolongées jusqu'en 2025, nous avons obtenu des résultats significatifs, notamment la reconnaissance du rôle central des travailleurs.euses de la santé

et des soins dans la lutte contre la pandémie et la nécessité de conditions de travail sûres, d'une rémunération équitable et d'une protection contre la violence. Nous avons également participé activement au Conseil exécutif de l'OMS (EB154), en veillant à ce que les points de vue du personnel soignant soient pris en compte dans l'ordre du jour de l'Assemblée mondiale de la Santé.

Lors de la 112e Conférence internationale du Travail, au sein du Comité de discussion générale sur le travail décent et l'économie des soins, nos syndicats ont obtenu l'adoption d'un libellé crucial positionnant les soins comme une responsabilité de l'État et s'opposant aux partenariats public-privé dans la prestation des soins. Nous avons fait venir deux agents de santé communautaire du Népal qui ont

attiré l'attention mondiale sur leur lutte pour la reconnaissance et les droits. Les conclusions du comité ont reconnu les soins comme un droit humain et un bien public, un changement transformateur que nous avons continué à défendre lors du Sommet des Nations unies sur l'avenir. Nous avons également plaidé avec succès auprès du Comité de normalisation sur les risques biologiques en faveur d'une future convention de l'OIT traitant des besoins urgents en matière de sécurité des travailleurs des services publics exposés à des risques biologiques.

Lors de la 68e session de la Commission de la Condition de la Femme des Nations unies (UNCSW68) à New York, la délégation de l'ISP a eu un impact significatif en revendiquant les soins comme un bien public et en faisant progresser les cadres de gouvernance mondiale qui

reconnaissent le rôle essentiel des travailleurs.euses sociaux.ales dans le développement durable. En complément de ces efforts de plaidoyer, nous avons publié un rapport complet évaluant la mise en œuvre à l' e du Code de pratique mondial de l'OMS sur le recrutement international du personnel de santé. Alors que la pénurie mondiale de travailleurs.euses de la santé devrait atteindre 10 millions d'ici 2030, notre recherche a plaidé en faveur de pratiques de recrutement éthiques et d'un accès universel aux soins de santé comme éléments essentiels de la résilience des systèmes de santé.

Après une lutte qui a duré dix ans, nous avons célébré une victoire majeure lorsque l'Union européenne s'est officiellement retirée du Traité sur la Charte de l'Énergie le 30 mai 2024. Cet accord commercial obsolète avait été exploité à plusieurs reprises

par les entreprises du secteur des énergies fossiles pour contester les politiques climatiques par le biais des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE). Le retrait de l'UE marque un tournant dans la lutte contre les tribunaux d'arbitrage qui font passer les profits avant les personnes et la planète.

Notre plaidoyer a également contribué à l'adoption d'une résolution historique sur la protection des lanceurs.euses d'alerte lors de la Convention des Nations unies contre la corruption, qui a reçu le soutien unanime de tous les États parties. Nous avons également présenté nos positions à l'OCDE, en proposant le point de vue des syndicats sur les mécanismes efficaces de protection des lanceurs.euses d'alerte, essentiels pour dénoncer la corruption et défendre l'intégrité publique.



Des agents de santé communautaire du Népal - Gita Devi, Présidente de l'Association des volontaires de santé du Népal (NEVA), et Basanti Maharjan, Présidente de l'Organisation des volontaires de santé du Népal (HEVON) - ont participé à la CIT



Le Secrétaire général de l'ISP, Daniel Bertossa, s'est rendu à Lusaka pour l'AFREC, où il a lancé une campagne des affiliés de la santé et des soins de la région pour que les pays mettent en œuvre une allocation budgétaire nationale de 15%, conformément à la Déclaration d'Abuja.

SANTÉ &

SERVICES SOCIAUX

Les négociations en vue d'un traité sur les pandémies se sont intensifiées en 2024. À la suite de l'impact dévastateur de la pandémie de COVID-19, la sécurité et la santé au travail, la santé publique et la santé mentale ont été renforcées en tant que questions clés dans le domaine de la santé internationale.

Organes directeurs de l'OMS

: l'ISP a continué à être la voix mondiale des travailleurs.euses de la santé et des soins au sein des organes directeurs de l'Organisation mondiale de la Santé. Lors de la 77e Assemblée mondiale de la Santé en mai, nous avons plaidé en faveur de priorités clés : augmentation de l'allocation budgétaire des gouvernements à la santé, limitation de l'influence du secteur privé,

intégration explicite du principe de précaution dans les directives de prévention et de contrôle des infections, et restructuration de l'architecture financière mondiale pour s'éloigner des solutions basées sur le marché.

Les délégations de l'ISP ont participé aux réunions des organes directeurs de quatre des six organisations régionales de l'OMS et ont collaboré avec le Secrétariat de l'OMS afin d'améliorer la collaboration avec l'Organisation régionale de la Méditerranée orientale (ORMO) et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS). Nous avons rencontré les dirigeant.e.s du Département de la santé et des soins de santé de l'OMS afin de renforcer la collaboration en matière de dialogue

social. Le Secrétariat de l'OMS s'est engagé à faciliter la participation active du Secrétariat de l'ISP et de ses affiliés aux mécanismes nationaux de comptabilité des effectifs de santé.

Négociations sur le Traité sur les pandémies

: trois séries de réunions de l'Organe intergouvernemental de négociation (INB) ont eu lieu. Les réunions de l'INB ont été prolongées en raison de l'incapacité des États membres à parvenir à un consensus. L'ISP s'est engagée auprès de ses affiliés dans toutes les régions à travers des événements tels que les SUBRAC et a organisé des ateliers afin d'approfondir la compréhension des négociations et de la manière d'inclure les revendications des travailleurs.euses dans le texte. Les principaux



Nous avons participé à la cinquième Assemblée populaire pour la santé en Argentine.

thèmes soulevés par les affiliés comprenaient le travail décent, la définition large des travailleurs.euses de la santé et des soins, la promotion de la santé mentale, la protection des travailleurs.euses et de leurs familles, la mise en place de politiques de dialogue social, la protection des investissements publics dans les technologies de la santé, la dérogation aux droits de propriété intellectuelle et le renforcement des systèmes de santé. L'épidémie de variole du singe ayant été déclarée urgence de santé publique de portée internationale, l'engagement de l'ISP auprès de l'OMS nous a aidés à élaborer une note d'information sur la variole du singe à l'intention des travailleurs.euses des services publics.

Santé mentale : L'ISP s'est engagée auprès de l'OMS sur la question de la santé mentale du personnel soignant, en impliquant des affiliés de différentes régions. Cela a notamment donné lieu à une consultation sur la santé mentale des travailleurs.euses de la santé en avril, afin d'étudier comment les directives de l'OMS sur la santé mentale au travail pourraient être mises en œuvre efficacement dans le secteur de la santé. Nous avons

tenu la première réunion du groupe de travail sur la santé mentale, composé d'affiliés d'Australie, du Brésil, du Canada, de Suède et du Kenya.

Collaboration avec les alliés de la société civile : l'ISP a participé à la cinquième Assemblée populaire pour la santé (PHA5) en Argentine en avril, qui a permis aux affiliés de discuter et d'élaborer des stratégies avec des militant.e.s de la société civile et des universitaires sur le droit à la santé. L'ISP est également intervenue lors du panel « *Care for Care Workers: Solutions to the Global Shortage of Healthcare Workers* » (Prendre soin des travailleurs.euses de la santé : solutions à la pénurie mondiale de personnel de santé) à ManiFiesta, en Belgique, en septembre, et a réalisé une intervention vidéo dans le cadre de la campagne « *G7-Health: not on my body* » (G7-Santé : pas sur mon corps) en octobre.

Réseaux/Groupes de travail et campagnes : Le Conseil des syndicats du secteur de la santé en Afrique (AHSUC) a tenu des réunions de planification en avril et a lancé une campagne de deux ans pour la mise en œuvre d'une allocation budgétaire de 15%

à la santé, conformément à la Déclaration d'Abuja. La réunion du Groupe de Travail sur la Santé et les services sociaux a été reportée à la fin du premier trimestre 2025 afin de permettre une consultation préalable adéquate des affiliés au niveau régional sur la stratégie sectorielle.

STRATÉGIE CONCERNANT LE TRAVAIL DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SOINS

En 2024, l'ISP a créé une équipe Santé et soins, qui rassemble le personnel travaillant dans ces domaines. Cette équipe a élaboré un projet de stratégie pour le secteur de la santé et des soins avec deux objectifs principaux :

- Positionner l'ISP comme la voix mondiale des travailleurs.euses de la santé et des soins
- Soutenir nos affiliés pour qu'ils renforcent leur pouvoir et obtiennent des changements positifs dans le secteur

Forts de ces objectifs, nous sommes particulièrement bien



placés pour avoir un impact significatif, car près de la moitié des 30 millions de membres de l'ISP travaillent dans le secteur de la santé et des services sociaux. Ce secteur est confronté à des défis majeurs, notamment la privatisation, la pénurie de personnel, les mauvaises conditions de travail, la précarité de l'emploi, le recrutement contraire à l'éthique, les inégalités entre les genres et les violations des droits syndicaux. Notre stratégie vise à relever tous ces défis à travers les neuf domaines d'action clés suivants :

- 1. Services de santé et services sociaux :** nos initiatives comprennent la réorganisation de notre structure de gouvernance avec des réseaux régionaux et des groupes de travail, un plaidoyer mondial et l'engagement de l'OMS.
- 2. Soins à la personne :** l'ISP soutiendra ses affiliés dans leurs efforts pour mettre en place des systèmes de soins publics accessibles et de qualité et garantir des conditions de travail décentes.
- 3. Migration du personnel soignant :** continuer à mettre

en œuvre le Code de bonnes pratiques de l'OMS en matière de recrutement international

- Consulter sur les accords bilatéraux en matière de travail
- Mettre en place un réseau sur la migration du personnel soignant.

- 4. Syndicalisation :** avec le soutien de partenaires syndicaux mondiaux, nous avons déjà lancé des projets pilotes de syndicalisation à travers l'Afrique et les pays arabes.
- 5. Reconstruire l'organisation sociale des soins** afin de faire progresser notre Manifeste PSI sur les soins avec ses 5R (reconnaître, réduire, redistribuer, récompenser, récupérer les soins).
- 6. Traité sur les pandémies :** nous avons obtenu l'inscription de dispositions importantes à l'Article 7 du projet de Traité sur les pandémies qui protègent les travailleurs.euses de la santé, notamment les engagements suivants :
 - Renforcer, protéger et investir dans le personnel de santé
 - Promouvoir le travail décent, la sécurité et le bien-être
 - Éliminer la discrimination

et lutter contre la violence au travail • Élaborer des politiques relatives aux accidents du travail pendant les situations d'urgence • Minimiser les effets négatifs de la migration des travailleurs.euses de la santé.

- 7. Le G20 :** l'ISP participe au processus du G20 au Brésil, par le biais de forums de la société civile et des travailleurs.euses afin de garantir que les points de vue du personnel soignant soient représentés.
- 8. Privatisation des soins de santé et financement des services publics :** Nous luttons contre la marchandisation des services de santé et de soins en établissant une coopération Nord-Sud entre les syndicats sur les stratégies anti-privatisation.
- 9. Développement syndical :** meilleure intégration entre les politiques de l'ISP et les projets financés par des fonds externes, en alignant les ressources sur nos priorités stratégiques tout en mettant en œuvre des actions de plaidoyer mondial, de renforcement syndical et d'organisation.

SOINS À LA PERSONNE

La stratégie de l'ISP en matière de soins a aidé les affiliés représentant le personnel de la garde d'enfants, des soins de longue durée, des soins infirmiers, des services sociaux et de la santé communautaire à mener des campagnes, à s'organiser et à plaider en faveur d'un travail décent pour tous les travailleurs.euses du secteur des soins et d'un système public de soins qui valorise les utilisateurs et les travailleurs.euses.

L'ISP a répondu au traité de l'OMS sur les pandémies en réunissant les syndicats représentant les travailleurs.euses des soins des secteurs public, privé et à but non lucratif. Nous avons analysé le projet zéro pour y trouver des références aux systèmes de soins et aux travailleurs.euses des soins, produit une note d'information résumant le contenu lié aux soins et diffusé une enquête auprès des affiliés afin qu'ils classent les priorités à inclure dans le traité. Plus de 80 affiliés de toutes les régions ont participé à ce processus (40 lors de réunions et 43 par le biais d'enquêtes). Nous avons ensuite travaillé à la soumission d'un projet de texte à l'Organe intergouvernemental de négociation (INB) afin de promouvoir une meilleure protection des travailleurs.euses et des systèmes de soins.

Nous avons publié un rapport examinant le rôle clé des syndicats dans la préservation des systèmes publics de soins. Ce document examine la lutte menée par le Syndicat coréen des services publics et des transports (KPTU) pour transformer les services de soins en Corée du Sud dans l'intérêt des travailleurs.euses et des usager.e.s. L'événement de lancement a réuni des affiliés du secteur des soins et des collectivités locales et régionales de toutes les régions de l'ISP.



En avril, l'ISP a été sélectionnée pour faire partie du premier groupe de travail d'experts techniques de l'OMS sur l'intégration du personnel de santé et de soins. Ce groupe de travail a éclairé la politique de l'OMS sur les systèmes de soins et le personnel de soins sur des questions telles que la professionnalisation, la résilience des systèmes, la santé et la sécurité au travail, les salaires, le recrutement et la rétention. L'ISP était la seule fédération syndicale mondiale représentée au sein de ce groupe de travail de l'OMS.

Tout au long de l'année, nous avons sensibilisé l'opinion publique aux conditions de travail des travailleurs et travailleuses des soins et à la manière dont les syndicats ont lutté contre la privatisation et l'austérité.

Nous avons organisé des sessions de formation à l'intention des comités régionaux de femmes sur le guide de plaidoyer pour la reconstruction de l'organisation sociale des soins.

La Journée internationale des Soins et du soutien a eu lieu le 29 octobre. Pour marquer cette

journée, les affiliés ont participé à la deuxième réunion du réseau des soins de longue durée (SLD) de l'ISP, axée sur le dialogue social dans le domaine des SLD. Des affiliés des États-Unis, d'Allemagne, du Royaume-Uni et de Corée ont partagé leurs expériences en matière de conclusion de conventions collectives, de syndicalisation du personnel soignant et migrant et d'amélioration des conditions de travail. Le réseau a également entendu le bureau sectoriel de l'OIT, qui a expliqué comment l'OIT encourageait le dialogue social dans le secteur.

Parallèlement, l'ISP a publié des fiches d'information soulignant l'impact de la privatisation sur la garde d'enfants, les services sociaux à l'enfance et l'éducation de la petite enfance. Ces fiches d'information ont révélé les mécanismes utilisés par les sociétés de capital-investissement pour détériorer les conditions de travail et la prestation de services, tout en mettant en évidence les possibilités dont disposent les syndicats pour défendre leurs membres.



INTERNATIONALE DES
SERVICES PUBLICS



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación

20
24

LIVRE DE JEU

sur la privatisation

Faits concernant la prise de contrôle par le secteur financier
de l'éducation et de l'accueil des jeunes enfants





ADMINISTRATIONS LOCALES ET RÉGIONALES/TRAVAILLEURS.EUSES MUNICIPAUX.ALES

L'ISP a organisé deux sessions du Réseau mondial des travailleurs.euses du secteur des ALR en 2025, la 7e session en avril et la 8e en décembre. Afin de renforcer l'engagement des syndicats membres du groupe de travail sur les ALR de l'ISP dans le Programme d'action général et celui du secteur des ALR, l'ISP a organisé deux réunions virtuelles du Groupe de travail du Réseau mondial des ALR.

Conformément à la vision de la Charte mondiale ALR de l'ISP d'un réseau dirigé par les syndicats, les affiliés ALR ont joué un rôle de premier plan dans ces sessions en

présidant, modérant et participant activement aux discussions. Ils se sont également portés volontaires pour représenter la délégation mondiale ALR de l'ISP lors d'événements internationaux.

Le réseau a décidé que les affiliés ALR d'Amérique latine renoueraient avec la FLACMA (Fédération latino-américaine des associations de villes, municipalités et gouvernements locaux) - la section latino-américaine de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) - afin d'engager un dialogue social avec les employeurs régionaux ALR, en suivant le modèle réussi de la région Afrique de l'ISP.

DIALOGUE SOCIAL ET DÉFENSE DES INTÉRÊTS SYNDICAUX AUPRÈS DES EMPLOYEURS DES ALR

Notre engagement auprès de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) a donné lieu à une avancée significative. Lors de leur retraite stratégique à Barcelone, une délégation de l'ISP, comprenant les dirigeants de la CFDT Interco, a rencontré la Secrétaire générale Emilia Saiz afin de discuter de la mise en place d'un mécanisme de dialogue structuré par le biais d'un accord mondial de dialogue social.

Cette avancée ouvre de nouvelles perspectives pour un engagement significatif entre les syndicats des collectivités locales et régionales et les employeurs du monde entier, créant ainsi un précédent dans les relations de travail mondiales dans le secteur public.



Emilia Saiz, Secrétaire générale de CGLU, au milieu des Secrétaires généraux adjoints et internationaux de la CFDT

DROITS SYNDICAUX DANS LE SECTEUR ALR

L'ISP a soutenu son affilié canadien, le SCFP, dans la défense des membres de sa section locale 1490 lors d'un conflit du travail qui s'est intensifié dans le village de Black River-Matheson, en Ontario, où les travailleurs.euses municipaux.ales et les membres du SCFP ont été mis.es en lock-out, puis ont fait grève pendant plus de 150 jours. L'ISP a écrit au maire et aux

ministères du Travail de l'État et du gouvernement fédéral de l'Ontario pour exiger une résolution rapide, négociée et équitable de ce conflit et a lancé une pétition de solidarité en faveur des membres du SCFP. À la suite de la dissolution du conseil municipal, les membres de la section locale 1490 du SCFP ont remporté leur conflit avec la ville de Black River-Matheson, obtenant des augmentations salariales de 14% sur quatre ans.



Membres du syndicat affilié SCFP en Ontario

CHANGEMENT DE DISCOURS

OIT. En 2024, l'OIT a achevé sa série de quatre documents de travail sur les conditions de travail des travailleurs.euses ALR avec des publications sur l'Europe (mai) et l'Asie-Pacifique (juillet, couvrant le Bangladesh, le Népal, l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines). Ces documents complètent les précédents rapports sur l'Afrique (2023, examinant le Cameroun, le Ghana, le Kenya, le Maroc, le Mozambique et l'Afrique du Sud) et l'Amérique latine (2022, étudiant l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Salvador et le Pérou), couvrant 16 pays dans quatre régions. Cette recherche de l'OIT a été menée à la demande de l'ISP, avec la contribution des affiliés, du personnel et des régions de l'ISP.

PNUE. En avril, l'ISP a présenté à Radio Labour un exposé intitulé «Du plastique, du plastique partout», exposant la position de l'ISP sur l'INC-4 (la négociation internationale sur le traité relatif au plastique). L'ISP a joué un rôle de premier plan au sein du Comité de négociation intergouvernemental (INC) du PNUE sur la pollution plastique par l'intermédiaire de la délégation du Groupe majeur des travailleurs et des syndicats des Nations unies, représentant les travailleurs du secteur de la collecte, de l'élimination et de l'assainissement des déchets. L'ISP et ses affiliés ont participé à



De gauche à droite : Patrick Rondeau (FTQ Québec), Diane Therrien-Hale (SCFP), Daria Cibrario (ISP) et Repon Chowdhury (CSI) ont discuté avec Steven Guilbeault, ministre de l'Environnement et du Changement climatique du Canada, des politiques de transition juste à inclure dans le futur traité.

l'INC-2 (Paris), à l'INC-3 (Nairobi) et à l'INC-4 (Ottawa), en collaboration avec des partenaires tels que le Réseau international pour l'élimination des polluants (IPEN), Health without Harm et le Centre pour le droit international de l'environnement (CIEL). En faisant appel à des expert.e.s de l'OIT en matière de santé et de sécurité au travail, l'ISP a élargi le débat pour y inclure les droits des travailleurs.euses

et la sécurité sur le lieu de travail. Cet accord international déterminera la manière dont les services publics s'attaqueront à la crise mondiale de la pollution plastique, influençant ainsi la décision de ces secteurs d'adopter des services publics de qualité et une transition équitable ou de dériver vers la privatisation et le travail informel.

ONU-Habitat : L'ISP s'est exprimée lors du deuxième Forum mondial des parties prenantes de l'ONU-Habitat en juin, présentant des propositions clés visant à renforcer la participation des travailleurs.euses et des syndicats. Ces propositions comprenaient la reconnaissance de l'expertise des membres de l' e de l'ISP dans les services des collectivités locales, la garantie d'une consultation significative dans l'élaboration des politiques urbaines, l'apprentissage des modèles d'engagement réussis d'autres agences des Nations unies (OIT, OMS, OMI) et l'établissement d'un dialogue entre les autorités locales et régionales et les syndicats des travailleurs des services publics. En novembre, une délégation de l'ISP, comprenant des représentants de la CFDT Interco et de la FNV Overheid, a présenté le point de vue des travailleurs des collectivités locales et régionales et des services d'eau lors de la 12e session du Forum urbain mondial (WUF12), organisé par ONU-Habitat au Caire, en Égypte.



Les affiliés de l'ISP ALR représentant les travailleurs.euses du service public au WUF12 : Jan Winde, FNV Overheid (Pays-Bas) ; Matthieu Fayolle, CFDT Interco (France)

En 2024, l'énergie et l'eau ont subi la pression des sociétés de capital-investissement, qui les ont ciblées comme un investissement solide pour en tirer des profits. Au Royaume-Uni, des recherches ont montré que les sociétés de capital-investissement qui ont racheté les compagnies des eaux privatisées ont prélevé des sommes colossales au profit de leurs actionnaires, en partie en alourdissant la dette, en augmentant les tarifs et en reportant les investissements. Cela a entraîné d'énormes problèmes de qualité de l'eau. Au Brésil, les sociétés de capital-investissement ont continué à rechercher des opportunités de privatisation de l'eau, facilitées par le gouvernement Bolsonaro.

La répression contre les défenseurs de la justice en matière d'eau s'est poursuivie dans le monde entier. L'ISP et ses affiliés sont membres des mouvements mondiaux et régionaux pour la justice en matière d'eau. En mai, le Forum populaire de l'eau (PWF) a organisé sa réunion à Bali, parallèlement au Forum mondial de l'eau, favorable à la privatisation. Les mesures répressives employées par les agences gouvernementales et les services de renseignement ont été sévères. Les téléphones ont été piratés, les participant.e.s étranger.e.s ont été harcelé.e.s à la frontière et suivi.e.s pendant leur séjour. Les réservations dans les universités et les hôtels ont été annulées à la dernière minute. Le gouvernement a organisé le soutien d'un groupe paramilitaire de l'ère Suharto pour bloquer plus de 40 militant.e.s indonésien.ne.s dans un hôtel et a même bloqué l'accès au Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'eau. Cela a montré à quel point le secteur privé était capable de dicter sa loi aux gouvernements.

Dans le domaine de l'énergie, les investisseurs privés ne s'engagent que lorsque les subventions gouvernementales sont suffisamment attractives pour les attirer. Cela vaut aussi bien pour les mécanismes énergétiques



SERVICES PUBLICS DE DISTRIBUTION

traditionnels que pour les énergies renouvelables. Même si des organisations traditionnellement néolibérales telles que l'Agence internationale de l'énergie et l'OCDE ont reconnu que les services publics doivent mener la transition vers une production d'énergie à faible émission de carbone, des groupes tels que la Banque mondiale ont continué à promouvoir le financement privé et les approches fondées sur le marché, sans vérifier les faits.

Début juin, le syndicat nigérian de l'énergie NUEE a pris des mesures décisives contre un gouvernement qui continuait à faire le jeu du secteur privé. Le gouvernement a retiré unilatéralement une grande partie des fonds de la société publique de transport d'électricité, qu'il proposait de transférer aux sociétés de production privatisées (appartenant à un certain nombre d'amis du gouvernement et d'oligarques locaux). Le syndicat a affirmé qu'il s'agissait d'une mesure visant à affaiblir la société de transport en prévision d'une nouvelle privatisation et d'une initiative audacieuse visant à détourner davantage de fonds publics vers les producteurs

d'énergie privés en difficulté. Le gouvernement a également décidé d'augmenter de 300% le tarif de l'électricité, ce à quoi le syndicat s'est opposé au motif que cela portait injustement préjudice aux plus démunis. Le NUEE a fermé le réseau électrique national pendant trois jours afin de faire pression sur le gouvernement pour qu'il revienne sur cette augmentation tarifaire. Les syndicats de tout le Nigeria se sont mobilisés pour réclamer un nouveau salaire minimum, qui restait loin d'être suffisant pour vivre.

La nouvelle présidente du Mexique, Claudia Sheinbaum, climatologue titulaire d'un doctorat en génie énergétique, a indiqué que le passage à une production d'énergie à faible émission de carbone était plus efficace s'il était réalisé dans le cadre d'une propriété et d'une gestion publiques, qui permettent d'élaborer des plans à long terme et de répondre aux priorités sociales et environnementales, deux choses que le secteur privé est souvent incapable de faire. Les syndicats de l'énergie soutiennent activement sa présidence, car ils ont souffert des privatisations lancées par le gouvernement Peña Neto en 2013.

PERSONNEL AUXILIAIRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA CULTURE

En 2024, nous avons intensifié nos efforts pour relever les défis critiques auxquels sont confrontés les travailleur.euses du soutien à l'éducation à l'échelle mondiale. Le Réseau du personnel de soutien à l'éducation, des médias et de la culture (ESCWN) s'est attaqué à des problèmes persistants, notamment la pénurie de personnel, la précarisation, l'externalisation, les bas salaires et les conditions de travail précaires.

Notre réunion de réseau en avril a examiné les résolutions de la réunion pré-congrès et s'est concentrée sur l'élaboration d'un nouveau plan d'action quinquennal aligné sur le Programme d'action 2023-2028 de l'ISP.

Nous avons réalisé des progrès substantiels dans notre travail de plaidoyer auprès des organisations internationales. L'un de nos principaux objectifs était de faire reconnaître le personnel de soutien à l'éducation comme un personnel essentiel dans le milieu scolaire. Nous avons identifié une lacune critique dans les documents politiques de l'OIT et de l'UNESCO, qui ne reconnaissent traditionnellement que le personnel enseignant comme un service essentiel. En réponse, nous avons renforcé notre collaboration avec l'Internationale de l'éducation (IE) afin d'influencer les politiques sectorielles. Nous avons pris des

mesures concrètes en écrivant à l'UNESCO et à l'OIT pour souligner la nécessité urgente d'inclure des recommandations concernant le personnel de soutien à l'éducation dans leurs cadres politiques, en particulier dans le cadre de la mise à jour de leurs recommandations de 1997 sur les droits du personnel enseignant universitaire.

Une réalisation notable a été la nomination de Marcelo Di Stefano, Co-Président de notre réseau ESCW, à un comité chargé de rédiger un programme de travail décent pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans les Caraïbes, à la suite de la conférence régionale de l'UNESCO à Brasília.

Nous avons lancé la création de sections régionales et sous-régionales du réseau afin de faciliter des échanges plus fréquents entre les affiliés et de renforcer la solidarité entre les régions.

À la fin de 2024, nous avons établi une base solide pour les travaux futurs de notre secteur, avec un plan d'action complet prêt à être mis en œuvre en janvier 2025. Notre approche stratégique combinait l'organisation à la base, la défense des politiques et la collaboration internationale, ce qui nous a permis de mieux défendre et promouvoir les droits des travailleur.euses du soutien à l'éducation dans le monde entier.



ADMINISTRATION NATIONALE & FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX

Nous avons fait de grands progrès dans la lutte contre la corruption cette année, à commencer par notre intervention forte lors du forum de l'OCDE intitulé « Démasquer la corruption, donner du pouvoir aux lanceurs.euses d'alerte ». À cette occasion, nous avons insisté pour que les travailleurs qui dénoncent des actes répréhensibles dans la fonction publique bénéficient d'une meilleure protection.

En étroite collaboration avec l'OIT, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime et le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, nous avons contribué à l'élaboration d'importantes recherches sur la protection des lanceurs d'alerte. Ces travaux se sont concentrés sur des questions pratiques telles que les personnes qui ont besoin d'une protection et le moment où elles doivent en bénéficier.

Plus tard dans l'année, lors de la réunion du Conseil d'administration de l'OIT, nous avons apporté notre expertise lors des discussions sur les lanceurs d'alerte dans la fonction publique. Avec nos partenaires, nous avons plaidé avec force en faveur de la création de règles claires pour protéger ces personnes courageuses.

Notre collaboration avec les experts des Nations Unies en matière d'administration publique a été très enrichissante. Nous avons abordé des questions importantes concernant la gestion des fonds publics, la transition des services gouvernementaux vers l'ère numérique et le renforcement des effectifs publics. Le groupe a souligné l'importance de disposer d'administrations modernes, intelligentes en matière de données et axées sur les personnes.

En octobre, nous avons élargi nos efforts de lutte contre la corruption en aidant les Nations Unies à mettre au point de meilleurs moyens de mesurer et de suivre la corruption, en veillant à ce que la société civile ait son mot à dire dans ce travail important.



Camilo Rubiano, Responsable des droits syndicaux de l'ISP, lors du forum de l'OCDE « Démasquer la corruption, donner du pouvoir aux lanceurs.euses d'alerte »

En 2024, l'ISP a renforcé son engagement auprès de l'OIT et intensifié son soutien aux droits syndicaux à l'échelle mondiale. En février, Jon Richards, Secrétaire général adjoint d'UNISON, a représenté l'ISP et la FSESP lors de la réunion d'experts sur les politiques salariales, au cours de laquelle les participant.e.s se sont mis d'accord sur le concept de «salaire minimum vital» et sur des lignes directrices pour son calcul.

L'ISP a renforcé son implication dans la Coalition mondiale pour la justice sociale, une initiative novatrice visant à remédier aux déficits en matière de justice sociale et à accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Le Secrétaire général Daniel Bertossa a été l'orateur principal lors du lancement du thème «Réaliser les droits du travail en tant que droits humains», s'appuyant sur le mandat et les priorités de l'ISP.

En juin, l'ISP a participé activement à la 112e session de la Conférence internationale du Travail, en s'engageant dans le Comité d'application des normes, le Comité de normalisation sur les risques biologiques et le Comité de discussion générale sur le travail décent et l'économie des soins.

L'ISP a également suivi la 352e session du Conseil d'administration, qui a abordé le suivi des résolutions concernant le travail décent dans l'économie des soins, les mises à jour sur la Coalition mondiale pour la justice sociale et les mesures concernant le non-respect par le **Myanmar** des Conventions 87 et 29.

En **Équateur**, l'ISP a remporté une victoire importante lorsque le Conseil d'administration de l'OIT a adopté des recommandations reconnaissant le droit du peuple Shuar Arutam à être consulté au préalable sur les projets miniers à Morona Santiago. L'OIT a demandé l'ouverture d'une enquête sur les violences commises à l'encontre des membres de la communauté et l'application de sanctions appropriées. L'ISP a également engagé une procédure judiciaire contre le gouvernement afin de faire appliquer les recommandations du Comité de l'OIT, soutenue par un arrêt de la Cour suprême qui a rendu ces recommandations obligatoires en raison de la ratification par l'Équateur des Conventions 87 et 98 de l'OIT. En septembre, l'ISP a présenté un mémoire d'amicus curiae devant un

tribunal pénal garantissant les droits des travailleurs.euses des services publics touché.e.s par le Décret exécutif n° 813 de 2011, qui avait conduit au licenciement d'environ 5 000 fonctionnaires par le biais de démissions forcées.

Au **Mexique**, l'ISP et le Syndicat Unique des Travailleurs Professionnels, Administratifs et Techniques de la Justice du Yucatán ont déposé une plainte conjointe auprès du Comité de la liberté syndicale de l'OIT concernant des violations des droits syndicaux. En mars, l'ISP a participé à des réunions de conciliation organisées par le ministère du Travail et de la Protection sociale.

Au **Zimbabwe**, l'ISP, en collaboration avec le Syndicat unifié des enseignants ruraux et le Centre pour les droits humains de l'Association du barreau américain, a déposé une plainte auprès de l'OIT concernant des violations de la liberté syndicale et la criminalisation des dirigeants syndicaux. Cela a conduit à un processus de conciliation national sous l'égide de l'OIT.

En septembre, l'ISP s'est jointe à d'autres syndicats mondiaux pour déposer une plainte contre le gouvernement israélien concernant le **non-paiement des salaires de plus de 200 000 travailleurs.euses de Gaza et de Cisjordanie** qui n'avaient pas été payés pour le travail effectué avant le 7 octobre 2023.

L'ISP a également suivi la 76e session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies, qui a abordé les questions relatives au **Honduras et au Kirghizistan**. L'ISP a également coorganisé la Journée mondiale d'action populaire pour démanteler le pouvoir des entreprises à Genève, avant la 10e session du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales au regard des droits humains.

DROITS SYNDICAUX



ENTRE

L'ISP a maintenu trois accords-cadres mondiaux (ACM) avec des entreprises multinationales (EMN). Ces ACM ont constitué des instruments précieux pour l'ISP et ses affiliés dans le monde entier afin d'augmenter leurs effectifs, de défendre les droits de leurs membres, d'améliorer les conditions de travail et de renforcer la coordination. Les affiliés intéressés par l'organisation et l'augmentation de leurs effectifs ont été encouragés à cibler les lieux de travail des EMN couverts par les ACM en coopération avec l'ISP et à signaler toute violation des droits des travailleurs et des syndicats.

Tout au long de l'année, nous avons travaillé ensemble pour cartographier l'adhésion, les activités et les



Manifestación (1934) par Antonio Berni

PRISES MULTINATIONALES

pratiques de travail des EMN dans le secteur des services publics ; nous avons obtenu des ressources pour soutenir les efforts des affiliés visant à renforcer leur pouvoir sur le lieu de travail ; et nous avons mis en place des réseaux syndicaux et de travailleurs.euses mondiaux dans les EMN ciblées. L'ISP a également suivi et mis en œuvre la législation et la réglementation relatives à la diligence raisonnable des entreprises.

Principaux développements en 2024 :

- **Groupe EDF** : L'accord-cadre mondial (ACM) de l'ISP avec EDF devait expirer en 2024. Une renégociation a été organisée, l'ISP participant aux réunions du comité directeur mondial les 29 et 31 janvier, au cours desquelles un accord sur la structure des négociations a été conclu.
- **ENGIE** : L'ISP a organisé et participé à des réunions de suivi sur la diligence raisonnable et la dénonciation et a organisé avec succès pour la première fois des réunions régionales en Amérique du Sud.
- **ENEL** : un changement au sein du gouvernement italien a temporairement interrompu notre travail avec la direction d'ENEL. Bien qu'une version finale d'un nouvel accord-cadre global ait été approuvée, le gouvernement italien a initialement empêché la signature de cet accord.
- **Fresenius** : L'ISP a continué à œuvrer en faveur de la conclusion d'un accord-cadre mondial en renforçant l'Alliance syndicale mondiale Fresenius, qui regroupe une cinquantaine de syndicats. La restructuration et la vente d'actifs ont modifié la représentation syndicale chez Fresenius, la Pologne devenant le deuxième marché en importance après l'Allemagne en termes de nombre de cliniques. L'ISP a maintenu sa collaboration avec IndustriALL et UNI tout au long de ce processus.





IAMRECON

De gauche à droite : Euan Gibb, Jocelio Drummond et Daniel Bertossa

La 13e Conférence régionale inter-américaine (IAMRECON) s'est tenue à Bogotá, en Colombie, en novembre, sous le slogan « Le Peuple avant le Profit, avec la Paix, la Démocratie et la Justice sociale ».

Plus de 400 représentant.e.s syndicaux.ales de toute l'Amérique se sont réunis pour aborder les défis auxquels sont confrontés les services publics et explorer les domaines de travail prioritaires, notamment la justice fiscale, la digitalisation, le droit humain aux soins et les droits de négociation collective.

La conférence a marqué une transition au niveau de la direction : Jocelio Drummond a pris sa retraite en tant que Secrétaire régional pour l'Inter-Amérique après 28 ans au service de l'ISP dans diverses fonctions, et Euan Gibb, Assistant régional de l'ISP et Organisateur mondial auprès des entreprises multinationales, a pris la relève.

Une série complète de réunions a précédé la conférence. Dix réunions sectorielles ont permis d'identifier les questions clés et d'élaborer des plans d'action. Cinq réunions de comités sous-régionaux ont suivi, ainsi que des sessions de comités régionaux sur l'environnement et le changement climatique, la lutte

contre le racisme et la xénophobie, les jeunes travailleurs.euses et les travailleurs.euses LGBTQIA+. Le Comité régional interaméricain des femmes (IAMWOC) et le Comité exécutif régional (IAMREC) se sont également réunis au préalable.

Au cours de la conférence de deux jours, les rapports sectoriels et des comités ont été présentés. Les délégué.e.s ont approuvé un plan d'action quinquennal visant à renforcer la solidarité syndicale internationale dans toutes le continent américain. Les postes de direction au sein de l'IAMREC et des comités régionaux ont été renouvelés, renforçant ainsi la coordination syndicale continentale.



JUSTICE FISCALE

En 2024, l'ISP a poursuivi son engagement en faveur de la justice fiscale, conformément à la réaffirmation de cette priorité par notre Congrès. Notre Programme d'action a défini une vision ambitieuse visant à transformer le système fiscal mondial afin de mieux servir les travailleurs, en particulier dans les pays du Sud, de faire payer aux multinationales leur juste part et d'assurer un financement solide des services publics. Tout au long de l'année, l'ISP a maintenu sa position de leader mondial de la justice fiscale.

S'appuyant sur la réussite historique obtenue fin 2023 avec le soutien de l'Assemblée générale des Nations unies aux négociations sur la convention fiscale, l'ISP a poursuivi son travail de plaidoyer tout au long de l'année 2024. Cette année, nous avons continué à nous concentrer sur l'intégration de nos principales revendications concernant la fiscalité des multinationales et des riches dans le cadre en cours d'élaboration. Alors que les pays du Sud global ont largement soutenu cette initiative qui répond à nos revendications de longue date, les États membres de l'OCDE ont généralement maintenu leur opposition.

En préparation du premier cycle de négociations, l'ISP a répondu à la consultation ouverte de l'ONU en présentant des propositions détaillées basées sur nos revendications politiques. Nous avons obtenu la signature conjointe de la CSI, menant ainsi efficacement la réponse du mouvement syndical mondial. Plus de 200 syndicats à travers le monde ont signé notre lettre appelant à un processus fiscal fort et inclusif de l'ONU, démontrant ainsi le fort engagement des syndicats de la fonction publique en faveur de la justice fiscale mondiale.

En conséquence, l'ISP et ses alliés ont réalisé d'importants progrès

dans la négociation du mandat de la nouvelle convention fiscale des Nations unies. Le cadre convenu pour les négociations officielles, qui doivent débuter en 2025, comprend des mesures contre l'évasion fiscale des super-riches et des entreprises, ce qui constitue une victoire importante contre les lobbyistes des entreprises qui avaient tenté de saboter les négociations. Les pays riches de l'OCDE ont affiché des divisions sur la proposition, les pays de l'UE s'abstenant lors du vote alors qu'ils s'y étaient précédemment opposés, marquant ainsi un changement par rapport à la position des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie, du Japon et de la République de Corée.

Les réunions régionales qui se sont tenues en juillet à Bogotá (Colombie) et à Addis-Abeba (Éthiopie) ont consolidé la contribution de nos syndicats au processus des Nations unies et fait progresser le plaidoyer régional. D'autres réunions et formations ont eu lieu dans les Caraïbes et au Népal, tandis que l'ISP a collaboré avec la Confédération européenne des syndicats pour élaborer une campagne sur la fiscalité du travail en Europe. Grâce à ces efforts, l'ISP a obtenu un siège au sein du groupe de travail gouvernement-société civile sur la fiscalité du patrimoine dans le cadre de la Plateforme fiscale pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Le Réseau des syndicats pour la justice fiscale, fondé par l'ISP et qui comprend désormais à la fois des affiliés de l'ISP et des syndicats du secteur privé, a constitué un forum inestimable pour la coordination sur les questions fiscales mondiales. Le réseau s'est réuni à plusieurs reprises, fournissant une expertise dont les affiliés ont pu tirer parti dans leurs interactions avec leurs gouvernements.

Tout au long de l'année, nous avons suivi la mise en œuvre de

l'accord à deux piliers de l'OCDE au niveau national, en demandant des comptes aux gouvernements et en proposant des modèles alternatifs pour des systèmes fiscaux plus progressifs. Grâce au financement de la FES, nous avons élaboré des modèles fiscaux nationaux alternatifs pour le Ghana, le Nigeria et la Tanzanie. Au Kenya, les efforts d'organisation du KMPDU, soutenus par l'ISP et la FNV, ont été renforcés par des recherches sur l'évasion fiscale et la privatisation de l'approvisionnement en équipements hospitaliers.

La collaboration de l'ISP avec le Centre for International Corporate Tax Accountability and Research (CICTAR) s'est intensifiée, les affiliés du monde entier s'efforçant de mettre en évidence les liens entre l'évasion fiscale, le pouvoir incontrôlé des entreprises, la détérioration des conditions de travail et les services publics. Les rapports comprenaient des enquêtes sur la financiarisation





des jardins d'enfants norvégiens et l'évasion fiscale potentielle du propriétaire d'ISAGEN, une société hydroélectrique colombienne privatisée. Ce dernier rapport a été présenté lors d'une réunion des Trade Unions for Energy Democracy South à Bogotá, à laquelle ont participé des personnalités clés du Congrès colombien.

En Australie, les syndicats se sont associés à la société civile pour faire échouer un amendement destructeur à la législation en cours d'élaboration sur la transparence fiscale et la publication de rapports pays par pays, une revendication de longue date de l'ISP que les affiliés avaient travaillé dur pour faire avancer au Parlement australien.

L'ISP a continué à suivre les négociations de l'ONU tout en développant son expertise technique sur la taxation minimale alternative au Nigeria et au Ghana, et en élaborant des propositions de réforme fiscale avec ses affiliés au Guatemala et au Honduras.





COMMERCE

Nous avons continué à nous opposer aux règles commerciales qui favorisent les inégalités, la privatisation et qui incluent des clauses de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) qui ne protègent pas les services publics et les intérêts publics.

Lors de la réunion ministérielle biennale de l'Organisation Mondiale du Commerce qui s'est tenue en février, nous avons identifié les tentatives de certains pays de contourner les règles consensuelles par le biais d'« initiatives de déclaration commune » (JSI). L'ISP a fourni à ses affiliés des modèles de lettres afin d'informer leurs gouvernements des graves

préoccupations des syndicats concernant ces tentatives d'établir des règles favorables aux entreprises.

Alors que les parties à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (APTGP) examinaient le contenu de l'accord, l'ISP a exhorté toutes les parties à supprimer les dispositions relatives à l'ISDS, à supprimer les clauses suspendues prolongeant les monopoles de propriété intellectuelle, à revoir les chapitres sur le commerce électronique et les services, et à intégrer des protections pour les services publics. Le Royaume-Uni étant le troisième plus grand contributeur aux affaires ISDS, nous avons plaidé pour que

les pays obtiennent des lettres d'accompagnement avec le Royaume-Uni excluant l'ISDS.

En avril, l'ISP et ses affiliés en Équateur ont mené avec succès une campagne contre une proposition du gouvernement conservateur visant à supprimer une disposition constitutionnelle interdisant l'ISDS. Les Équatoriens ont voté à une écrasante majorité pour le maintien de l'Article 422 de leur Constitution, ce qui constitue une victoire importante pour les services publics et les syndicats.

L'ISP s'est également félicitée du retrait du Royaume-Uni du Traité sur la Charte de l'Énergie.

En 2024, l'ISP a continué à se pencher sur les menaces et les opportunités que représente la digitalisation pour les droits du travail, la qualité des services publics et la démocratie. Sur la base de notre Programme d'action adopté par le Congrès de 2023, nous avons poursuivi notre travail sur la protection des droits des travailleuses en matière de données, la co-gouvernance des systèmes algorithmiques/d'IA et la réglementation des grandes entreprises technologiques.

NOTRE PROGRAMME «NOTRE AVENIR NUMÉRIQUE»

Le programme triennal « Notre avenir numérique » s'est achevé avec succès en 2024, l'ISP et la FES ayant convenu de poursuivre leur partenariat pendant trois années supplémentaires. Les outils développés lors de la première phase ont été utilisés et perfectionnés, l'ISP aidant certaines organisations affiliées à utiliser ces ressources dans le cadre de négociations.

PORTAIL DE NÉGOCIATION NUMÉRIQUE

Lancé en avril 2023, le Portail de négociation numérique est devenu notre ressource la plus populaire auprès des affiliés, attirant le plus grand nombre de visiteurs.euses sur le site web de l'ISP. En mai, nous avons publié la version 2.0, qui comprend environ 500 clauses de négociation, une fonctionnalité de recherche améliorée et une nouvelle section consacrée aux définitions. Nous avons également élaboré de nouvelles clauses types pour les domaines émergents où il n'existait pas de clauses adéquates. Le Portail a été reconnu au niveau international, l'OCDE Global Deal l'ayant cité comme exemple de bonne pratique. Il a également été présenté lors du congrès de l'Australian Council of Trade Unions (ACTU).

OUTILS, RESSOURCES ET ÉVÉNEMENTS

Nous avons transformé notre programme de formation, qui avait touché plus de 200 organisateurs.trices de droits numériques, responsables de négociation et dirigeants syndicaux, en une ressource appelée « Teach Forward » que les affiliés peuvent utiliser pour impliquer



Le syndicat CPSU met fin à la privatisation des données cruciales de l'État de Victoria

DIGITALISATION

et former leurs membres dans le cadre de leurs propres programmes numériques.

Kate Lappin et Christina Colclough ont co-rédigé un article pour la Stanford Social Innovation Review, intitulé « *Building Union Power to Rein in the AI Boss* » (Renforcer le pouvoir des syndicats pour contrôler l'IA). En octobre, nous avons organisé un webinar sur l'IA générative — Promesses et dangers, complété par des ressources vidéo et un document d'information sur les questions clés pour les syndicats.

Deux programmes de formation ont été dispensés dans la région inter-américaine afin d'aider les affiliés des secteurs de la santé et de la justice à mieux comprendre les impacts de la digitalisation et de l'IA et à élaborer des stratégies pour les négociations collectives. Un rapport en espagnol a rendu compte de l'analyse et des meilleures pratiques partagées lors de ces ateliers.

L'ISP a soutenu avec succès son affilié CPSU (Victoria) en Australie dans sa campagne contre la privatisation des données publiques par le biais du registre des naissances, des décès et des mariages, fournissant ainsi un exemple utile pour les affiliés du monde entier.

PACTE NUMÉRIQUE MONDIAL ET ÉCONOMIE DES PLATEFORMES DE L'OIT

En septembre, les Nations unies ont adopté le Pacte mondial pour le numérique (PMN). Si ses objectifs

étaient ambitieux, notamment la réduction de la fracture numérique et le renforcement de la gouvernance mondiale de l'IA, le PMN restait problématique en raison de sa dépendance à l'égard du secteur privé et des modèles de gouvernance « multipartites ». L'ISP a collaboré avec ses alliés du Forum mondial pour la justice numérique afin de plaider en faveur d'une attention accrue accordée aux droits du travail, à la souveraineté des données et à la justice numérique.

L'ISP a élaboré une réponse au questionnaire de l'OIT sur l'économie des plateformes, en mettant l'accent sur la garantie pour tous les travailleurs.euses de jouir des droits relatifs aux données et sur la prise en compte des décisions algorithmiques qui ont un impact sur les travailleurs.euses et la fourniture de la protection sociale. Notre réponse soutenait une convention et une recommandation contraignantes assorties d'un mandat complet.

Le bureau régional africain a présenté le point de vue du secteur public sur la gouvernance des données, l'investissement et le commerce numérique lors d'une réunion organisée par l'African School on Internet Governance et l'Association for Progressive Communications.

Tout au long de l'année, nous avons continué à aider les affiliés à utiliser la plateforme de négociation numérique, organisé des webinaires sur les technologies émergentes et défendu les droits des travailleuses dans les politiques numériques aux niveaux national et international.

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

L'ISP a dirigé une délégation syndicale composée de représentant.e.s d'Australie, d'Argentine, d'Ouganda, des Philippines et du Royaume-Uni qui a participé à la 112e Conférence internationale du Travail (CIT) afin de faire entendre la voix des travailleurs et des travailleuses des services publics au sein de la Commission normative de l'OIT sur les dangers biologiques.

En 2023, l'ISP avait diffusé l'enquête de l'OIT sur les risques biologiques, encourageant ses affiliés à soumettre leurs contributions et à rédiger la sienne, ce qui a donné lieu à 24 réponses des affiliés de l'ISP et une de l'ISP elle-même, sur un total de 94 réponses d'organisations de travailleurs.euses en 2024.

En préparation de la discussion, l'ISP a publié une vidéo explicative et une présentation de contexte et a organisé une consultation mondiale en ligne avec ses affiliés en mai 2024, qui a permis d'identifier les professions de la fonction publique les plus exposées, les priorités clés et les demandes des syndicats de l'ISP pour la discussion.

La consultation a abouti à l'élaboration d'un document présentant la position et les priorités de l'ISP pour la discussion sur la fixation de normes relatives aux risques biologiques, qui a été envoyé au secrétariat du Groupe des Travailleurs afin d'être intégré dans les priorités stratégiques de la négociation et qui a servi de feuille de route pour le plaidoyer de l'ISP.

Au cours de la discussion, la délégation de l'ISP a présenté plusieurs contributions et a sans relâche souligné la nécessité de protéger les travailleurs et la communauté contre les risques biologiques au travail par le biais d'une convention contraignante de l'OIT.

Le Groupe des Travailleurs et une majorité de gouvernements ont ensemble rejeté l'approche obstructionniste du groupe des employeurs, qui s'opposait radicalement à une convention (instrument contraignant) et ne souhaitait qu'une recommandation (instrument non contraignant).

Le document final issu des discussions comporte encore de nombreux passages entre crochets dans le texte de la convention, car le groupe des employeurs a remis en question chaque mesure proposée et a clairement cherché à édulcorer au maximum le contenu du document.

Malgré tout, le Groupe des Travailleurs a réussi à faire inscrire dans la convention des dispositions établissant un lien entre la préparation aux risques biologiques et les nouveaux risques émergents liés au changement climatique, la reconnaissance du fait que ces risques ont une composante liée à la santé mentale, la mise à disposition de ressources et de formations adéquates pour l'inspection du travail, et le principe de précaution.



Avec le soutien de l'ISP, plus de 20 000 femmes agents de santé communautaire ont formé la Fédération Pakistanaise des Agents de Santé Communautaire.



Délégation syndicale de l'ISP à la 112e Conférence internationale du travail (CIT)



SYNDICALISATION ET CROISSANCE

Avec le soutien de l'ISP, plus de 20 000 femmes agents de santé communautaires ont formé la Fédération pakistanaise des agents de santé communautaires.

En 2024, l'ISP s'est concentrée sur le renforcement des syndicats grâce à des initiatives d'organisation stratégiques. Consciente que les syndicats doivent augmenter le nombre de leurs membres pour rester influents, l'ISP a renforcé sa capacité à aider ses affiliés à recruter de nouveaux membres, en particulier les affiliés du secteur de la santé dans les pays du Sud. Ce travail a été rendu possible grâce au généreux soutien d'UNISON, du SEIU et du FNV.

En 2024, nous avons concentré nos efforts en Afrique afin de générer une activité de syndicalisation suffisante pour créer une synergie entre les affiliés et établir un centre de syndicalisation dans la région. Avec le soutien de SEIU, l'ISP a recruté un organisateur éthiopien expérimenté qui a rejoint l'équipe régionale en tant que coordinateur de la syndicalisation en novembre 2024. Ce poste a permis de concentrer, de coordonner et de stimuler les efforts de syndicalisation dans toute la région.

Afin d'identifier les opportunités stratégiques, nous avons élaboré et distribué une enquête sur la syndicalisation à tous les affiliés en Afrique. Plus de 50 % d'entre eux ont répondu, et l'ISP a analysé les résultats par sous-région afin de déterminer les principales priorités.

KENYA

L'ISP a collaboré avec le KMPDU (syndicat des médecins kenyans) et d'autres syndicats kenyans du secteur de la santé pour syndiquer les travailleurs des établissements de santé privés à Nairobi. Les principales cibles étaient AAR et Avenue Healthcare, deux sociétés détenues par des fonds d'investissement privés du Nord qui bénéficient d'investissements importants de la part d'organismes de financement du développement européens, américains et de la Banque mondiale.

En partenariat avec le Comité des internes et des résidents (CIR), un syndicat de médecins affilié à la SEIU, l'ISP a développé un modèle combinant l'organisation ascendante des travailleurs de la santé et les garanties sociales des institutions financières de développement. Cette approche visait à contester la privatisation des soins de santé impulsée par les fonds d'investissement privés et les organismes de financement du développement. OXFAM et la CSI ont également manifesté leur intérêt pour un partenariat avec l'ISP afin de demander des comptes aux organismes de financement du développement américains et européens financés par des fonds publics.

GHANA

L'ISP a aidé le syndicat des travailleurs de la santé (HSWU) à syndiquer 5 à 6 hôpitaux du secteur privé à Accra. Dans un hôpital, le HSWU a recruté un nombre important de membres et a demandé à être reconnu afin de pouvoir mener

des négociations collectives. Cette avancée devrait permettre de renforcer la syndicalisation dans le secteur privé de la santé à Accra.

TANZANIE

L'ISP s'est associée au Syndicat des employés du gouvernement et de la santé de Tanzanie (TUGHE) pour mener des actions de syndicalisation. Le TUGHE représentait 45 000 travailleurs des ministères du gouvernement central et des travailleurs de la santé employés par les collectivités locales. Grâce à un recrutement interne intensif, le TUGHE a montré un potentiel de croissance de plus de 20 000 membres, en se concentrant sur les ministères de la santé, des terres et de l'eau. Une équipe conjointe PSI-SEIU a travaillé avec les dirigeants du TUGHE pour élaborer des plans stratégiques de syndicalisation.

INDONÉSIE

L'ISP a collaboré avec la Fédération indonésienne des syndicats des travailleurs de la pharmacie et de la santé (FARKES) pour syndiquer les travailleurs des établissements de santé du secteur privé à Jakarta et dans les régions du centre et de l'est de Java. Deux campagnes se sont révélées prometteuses : dans le centre de Java, la FARKES a négocié l'affiliation d'un syndicat indépendant du secteur de la santé, et à Jakarta, elle a recruté de nouveaux membres avec le potentiel d'organiser 300 travailleurs dans un établissement. La PSI a organisé des ateliers sur les meilleures pratiques d'organisation hospitalière pour 50 travailleurs et dirigeants participant à des groupes de travail régionaux sur l'organisation.

PAKISTAN

Au Pakistan, après une grande campagne de syndicalisation coordonnée par la PSI à l'échelle nationale et soutenue par Forsa (Irlande) et KNS, nos efforts de syndicalisation ont abouti à une victoire historique lorsque plus de 20 000 femmes agents de santé communautaires des quatre provinces du Pakistan ont formé la Fédération pakistanaise des agents de santé communautaires (PCHWF), le premier syndicat national d'agents de santé communautaires du pays. Dans l'ensemble de la région, les syndicats membres de l'ISP ont partagé leurs stratégies, renforcé leurs capacités et uni leurs forces dans le cadre d'une série de projets également soutenus par le FNV, Union to Union, le Centre de solidarité syndicale de Finlande SASK et la Confédération allemande des syndicats DGB.

MIGRATION & RÉFUGIÉ.E.S

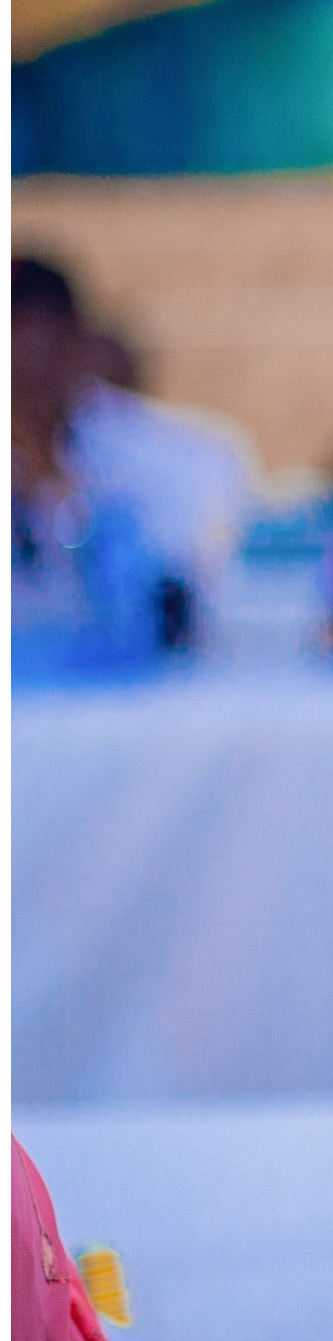
En 2024, le travail de l'ISP sur les migrations, les réfugié.e.s et les personnes déplacées a abordé les défis mondiaux critiques qui touchent 117 millions de personnes déplacées de force par les conflits, la violence et les catastrophes, selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugié.e.s. Avec plus de 110 conflits armés dans le monde, les travailleurs.euses des services publics sont resté.e.s en première ligne pour fournir des services essentiels aux migrant.e.s, aux demandeurs.euses d'asile, aux réfugié.e.s et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays dans les communautés d'accueil.

Le contexte mondial a présenté des défis importants. Sur les 272 millions de migrants internationaux dans le monde, 169 millions (62%) étaient des travailleurs.euses migrant.e.s, faisant de la migration de main-d'œuvre le principal moteur des mouvements mondiaux. Des inégalités importantes persistaient dans le secteur de la santé, où les pays à revenu élevé employaient 12 fois plus de travailleurs.euses de la santé que les pays à faible revenu, les femmes représentant 72% du personnel de santé qualifié.

Les politiques en matière de migration, d'asile et de réfugié.e.s ont été les principales cibles des partis politiques d'extrême-droite pour gagner des voix, en capitalisant sur la peur, les fausses informations et en alimentant le racisme et la xénophobie. Les travailleurs.euses des services publics risquaient des sanctions s'ils refusaient de signaler les migrant.e.s sans papiers dans des pays comme la Suède et la Finlande, cette tendance s'étendant à toute l'Europe.

L'ISP a relevé ces défis en :

- Politique mondiale : l'ISP s'est engagée et a amplifié sa voix dans les espaces mondiaux, régionaux et nationaux ayant un impact sur les migrant.e.s, les réfugié.e.s et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, conformément à la politique de l'ISP et avec le soutien de recherches fondées sur des données probantes.
- Réseautage et création d'alliances : l'ISP a collaboré avec les syndicats mondiaux et la CSI par l'intermédiaire du groupe de travail sur les migrations de la CGU, en maintenant et en renforçant ses alliances avec la société civile.
- Déploiement de la feuille de route de l'ISP sur les accords bilatéraux en matière de travail : l'ISP a collaboré avec ses affiliés pour soutenir leur engagement dans des accords bilatéraux en matière de travail dans le secteur de la santé et des soins.
- Mise en œuvre de projets : l'ISP a poursuivi la mise en œuvre de deux projets phares soutenus par U2U et des affiliés suédois, axés sur les travailleurs.euses migrant.e.s et les réfugié.e.s du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ainsi que sur des initiatives en faveur des personnes déplacées à l'intérieur du Nigeria.
- 14e Sommet du Forum mondial sur la migration et le développement à Genève, où l'ISP a participé activement à la délégation syndicale, intervenant et faisant valoir la position des travailleurs.euses.
- 68e session de la Commission des Nations unies sur la Condition de la Femme à New York, où l'ISP a co-organisé un événement parallèle sur le genre, les migrations climatiques et les services publics de qualité.
- Discussion générale de la Conférence internationale du Travail sur le travail décent dans le secteur des soins à Genève, mettant en évidence les problèmes rencontrés par les travailleurs.euses migrant.e.s dans ce secteur.





Projet sur les personnes déplacées à l'intérieur du Nigeria

- Consultations régionales d'examen sur le Pacte mondial des Nations unies sur les migrations, facilitant les interventions des affiliés sur le droit des migrant.e.s à la santé, au travail décent et à l'accès aux services publics.
- Négociations du Traité de l'OMS sur les pandémies, lobbying pour l'inclusion du travail décent, de la protection sociale, du dialogue social et du recrutement équitable des travailleurs.euses de la santé.
- Assemblée mondiale de la Santé à Genève, mettant en avant le Code de pratique de l'OMS

sur le recrutement éthique du personnel de santé lors d'un événement parallèle organisé par la société civile.

La consultation mondiale de l'ISP avec ses affiliés sur la migration des travailleurs.euses de la santé et des soins a examiné les défis et les opportunités pour l'engagement syndical, en créant le réseau de l'ISP sur la migration du personnel soignant et en élaborant des contributions pour la stratégie et les programmes de travail futurs.



— CRISE CLIMATIQUE

En 2024, les statistiques ont montré une expansion énergétique mondiale, et non une transition. Entre 2002 et 2022, l'utilisation des combustibles fossiles a augmenté de 40%, parallèlement à la croissance de la consommation totale d'énergie, et en 2022, les sources émettrices de gaz à effet de serre représentaient encore environ 83% des sources d'énergie totales.

Les faits montrent que le secteur privé ne peut pas et ne veut pas gérer la transition vers une production d'énergie à faible émission de carbone, mais nos élus semblent incapables de prendre les décisions nécessaires. Malgré l'urgence de la crise climatique, les sommets annuels des Nations unies sur le climat continuent d'avancer à pas de tortue.

L'ISP a soutenu les syndicats pour la démocratie énergétique (TUED) dans leurs efforts de recherche et de mobilisation du plus grand nombre possible de syndicats du secteur de l'énergie (affiliés à l'ISP, à IndustriAll ou non affiliés) en faveur d'une voie publique vers une société à faible émission de carbone. Au cours de l'année, il est devenu évident que nous avons besoin d'une approche TUED Sud pour élaborer des stratégies collectives et promouvoir une voie publique alternative vers une transition juste, au lieu

des politiques défaillantes de « privatisation pour décarboniser » promues par les pays riches, les institutions multilatérales et les multinationales. L'ISP et ses affiliés ont aidé à financer et à trouver des donateurs susceptibles de soutenir ce travail. Plusieurs syndicats de l'ISP ont été des partenaires clés dans ce travail.

Les réunions de la TUED Sud organisées en Afrique, en Amérique latine et en Asie-Pacifique nous ont permis d'identifier les schémas de manque de planification et de politiques de transition justes et équitables, les menaces de privatisation et les possibilités d'intervenir de manière plus décisive et collective dans les régions. Le directeur de la TUED, Sean Sweeney, a été invité par les syndicats de l'énergie de l'ISP en tant que témoin expert devant la Cour constitutionnelle indonésienne sur les menaces que représentent les réformes du secteur de l'électricité poussées par le secteur privé et le gouvernement national.

Le Centre pour la responsabilité et la recherche en matière de fiscalité internationale des entreprises (CICTAR) et les syndicats colombiens SINTRAISAGEN, ORGANISA, SINTRAIE et SINEDIAN ont publié l'étude *Brookfield's ISAGEN : a case study on the need for change in the global tax system* (Brookfield's ISAGEN : une étude

de cas sur la nécessité de changer le système fiscal mondial), qui a révélé les pratiques fiscales de dissimulation des bénéfices de la société colombienne de production d'énergie ISAGEN, privatisée et vendue en 2016 à une filiale de la société canadienne de gestion d'investissements privés Brookfield.

Nous avons également travaillé sur des mesures d'adaptation visant à protéger les travailleurs.euses, leurs familles et leurs communautés. Une grande partie du travail de protection nécessitait des politiques publiques solides et de nombreux fonctionnaires formés, équipés et qualifiés. Les systèmes d'urgence et de santé étaient contraints de supporter une charge inutilement lourde, en raison d'un manque de planification et de financement.

Grâce au soutien des organisations de solidarité, l'ISP a collaboré avec davantage de syndicats en première ligne, contribuant à sensibiliser l'opinion publique, à élaborer des stratégies et à mettre en place des mécanismes d'intervention. L'une des approches consistait à recueillir et à partager les clauses de négociation collective applicables à nos secteurs. Une autre consistait à suivre les initiatives législatives qui répondaient aux besoins des travailleurs.euses des services publics. Ces deux approches visaient à renforcer les actions des syndicats.



**PUBLIC SERVICES
INTERNATIONAL**

*The global union federation
of workers in public services*



**Centre for
International
Corporate Tax
Accountability
and Research**

ENGLISH



BROOKFIELD'S ISAGEN: A CASE STUDY ON THE NEED FOR CHANGE IN THE GLOBAL TAX SYSTEM

PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ET DE L'ÉQUITÉ

En 2024, l'ISP a consolidé son rôle de défenseuse de premier plan des femmes travailleuses de la fonction publique au sein des mouvements sociaux mondiaux. L'organisation a renforcé ses alliances avec des groupes féministes et de défense des droits humains progressistes, plaçant les travailleurs.euses au centre des efforts visant à transformer les inégalités entre les genres sur les lieux de travail et dans les systèmes économiques. L'ISP a également élargi son soutien aux droits des travailleurs.euses LGBT+ et renforcé sa capacité à répondre aux besoins spécifiques des travailleurs.euses en situation de handicap, en veillant à ce que leur voix soit entendue.

Depuis le Congrès de 2023, le Comité mondial des Femmes (WOC) est devenu un élément central de la mise en œuvre du Programme d'action 2023-2028 de l'ISP, servant de base à l'intégration de la dimension de genre à l'échelle de l'organisation grâce à des approches transformatrices intersectionnelles, décoloniales et anti-patriarcales.

L'équipe de direction du WOC a coordonné le travail de l'ISP en matière d'égalité des genres par le biais de réunions trimestrielles qui ont guidé plusieurs initiatives clés. Parmi celles-ci figuraient la participation de l'ISP à la Commission de la Condition de la Femme des Nations unies (UNCSW), la mise en œuvre des résultats de la discussion générale de la Conférence internationale du Travail (CIT) sur les soins, la coordination des Journées mondiales d'action sur la fiscalité sensible au genre et l'élaboration d'une enquête complète sur le lieu de travail avec le CPSU/SPSF Australie afin de documenter les approches

de négociation collective et les meilleures pratiques en matière de santé génésique dans le monde entier.

LUTTER POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES ET LA JUSTICE

À l'occasion de la Journée internationale de la Femme, l'ISP a plaidé en faveur d'un engagement politique plus fort en faveur de la restructuration de l'organisation sociale des soins, élément fondamental de la justice entre les genres, en amplifiant les messages clés de l'ISP par l'intermédiaire des représentantes régionales du WOC mondial.

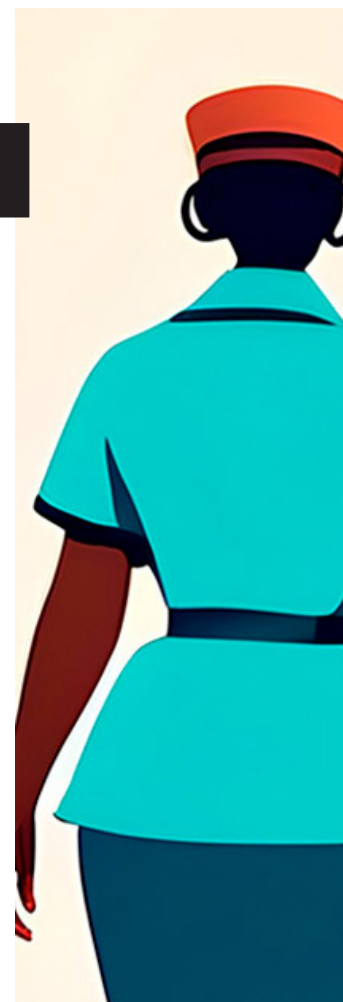
En mars, l'ISP a envoyé une délégation solide de 20 membres à la 68e session de la Commission de la Condition de la Femme des Nations unies (UNCSW68) à New York, comprenant des représentants des affiliés et du personnel. Trois délégués ont également fait partie des délégations officielles du Chili et du Brésil. L'équipe a participé activement à 12 événements (parallèles, parallèles et officiels) en exprimant d'une seule voix les priorités de l'ISP, en particulier le travail de soins. En collaboration avec Global Unions, l'ISP a apporté sa contribution aux textes de négociation et s'est engagée auprès des gouvernements du Chili, du Brésil, de l'Afrique du Sud, de l'Équateur, de la France et de la Suède dans le cadre d'une stratégie globale de lobbying.

Grâce à des syndicalistes intégré.e.s aux délégations gouvernementales brésilienne et chilienne, l'ISP a directement

influencé les négociations, rédigé des propositions de texte, obtenu le soutien du Groupe de Buenos Aires et dialogué avec les parties prenantes, notamment l'UE.

Les conclusions concertées de la CSW68 ont reconnu qu'il n'est pas possible de parler de la lutte contre la pauvreté des femmes sans aborder simultanément :

- L'organisation sociale actuelle inégale et non durable des soins, au moins dans une partie du Manifeste des soins de l'ISP 3R (reconnaître, réduire, redistribuer)
- Le rôle essentiel des services publics en tant que facteurs d'égalité dans la société, y compris la protection sociale
- La promotion d'un travail décent pour toutes les femmes, y compris l'accès à un emploi et les droits au travail, avec une mention claire dans le préambule de l'agenda pour





le travail décent de l'OIT et des principes et droits fondamentaux au travail

- La coopération fiscale internationale et les systèmes fiscaux sensibles au genre, y compris l'imposition des fortunes et des entreprises afin de générer des ressources pour réduire la pauvreté des femmes.

En septembre, l'ISP s'est jointe à d'autres organisations du groupe central du Manifeste RSOC (Rebuilding the Social Organisation of Care) pour publier une déclaration commune avant le Sommet des Nations unies sur l'avenir. La déclaration appelait à un changement transformateur dans la manière dont les soins sont valorisés et dispensés dans le monde entier, plaidant pour la reconnaissance des soins comme un droit humain et un bien public dans le Pacte pour l'avenir.

LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA XÉNOPHOBIE

À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, l'ISP a publié une déclaration réaffirmant son engagement à promouvoir des approches décoloniales, intersectionnelles et féministes pour lutter contre le racisme, la xénophobie et toutes les formes de discrimination sur les lieux de travail et dans les services publics.

PEUPLES AUTOCHTONES

En collaboration avec les syndicats affiliés en Équateur (CONASEP et FENOGOPRE), l'ISP a déposé une plainte officielle auprès de l'OIT concernant la mise en œuvre de la Convention 169, soutenant les droits du peuple Shuar Arutam. Le 14 mars, le Conseil d'administration de l'OIT a approuvé le rapport du Comité sur le non-respect de la Convention par l'Équateur, affirmant le droit du peuple Shuar Arutam à être consulté.

TRAVAILLEURS.EUSES EN SITUATION DE HANDICAP

En ce qui concerne les travailleurs.euses en situation de handicap, l'ISP a réalisé des progrès significatifs en 2024. Fort de l'élan donné par notre Congrès de 2023, où nous avons organisé un événement parallèle dédié avec le soutien des divisions ACTRAV et Égalité des genres, diversité et inclusion (EGDI) de l'OIT, nous avons créé le groupe de consultation sur les personnes en situation de handicap. Ce groupe comprenait initialement des représentant.e.s d'Afrique, des Pays arabes et des régions inter-américaines qui ont participé au Congrès. En septembre, le groupe s'est réuni pour officialiser sa structure, ses rôles et ses processus, marquant ainsi une étape importante dans notre engagement en faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap dans l'ensemble de l'organisation.

Le Programme d'action de l'ISP a mis en place un comité de coordination mondial LGBT+ afin de consolider la participation, la voix collective et les conseils politiques dans le cadre des travaux de l'ISP. Le Congrès a souligné la nécessité d'une plus grande sensibilisation et d'une meilleure compréhension politique de la diversité, y compris la diversité des croyances et des identités, la tolérance étant considérée comme une forme d'éthique politique.

En 2024, des progrès significatifs ont été réalisés dans la mise en œuvre de ces engagements. L'Article 3.6.6(a) du Programme d'action prévoyait que le Comité de coordination LGBT+ nommerait un.e Observateur.trice au Conseil exécutif. Un groupe de travail informel LGBT+ composé de militant.e.s d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Europe et d'Asie-Pacifique a nommé Maddy Northam, du CPSU Australie, comme Observatrice LGBT+ par intérim, nomination qui a été approuvée par le Comité directeur en mai.

Un Comité de Pilotage Intérimaire a été formé pour établir le comité de coordination mondial LGBT+, diriger la mise en œuvre du plan d'action de l'ISP et participer au travail conjoint des syndicats mondiaux LGBT+. Le CPI s'est réuni en août pour discuter des décisions du Conseil exécutif concernant l'examen de la situation LGBT+ au Congrès et la mise en œuvre de futures bonnes pratiques.

L'ISP a élargi son action internationale en faveur des personnes LGBT+ en traduisant les documents relatifs à la C190 en espagnol et en dispensant une formation ciblée aux affiliés en Colombie. La coordination régionale a été renforcée grâce à des réunions clés sur les questions LGBT+ organisées en octobre (FSESP) et en novembre (Comité LGBT+ de l'AI).

Nous avons fait des progrès significatifs dans la défense des droits des travailleurs.euses LGBTI à l'échelle mondiale en contribuant au Groupe de travail des Nations unies sur les entreprises et les



Formation pour les affiliés en Colombie

TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES LGBT+

droits humains, en publiant des déclarations conjointes pour l'IDAHOBIT et en préparant des programmes de formation pour les syndicalistes d'Afrique australe en vue de la Conférence mondiale de l'ILGA au Cap.

BILAN LGBT+ DU CONGRÈS DE L'ISP 2023

À la suite des incidents survenus lors de notre dernier congrès, nous avons mené une enquête externe approfondie, dirigée par Jasper Goss, afin d'examiner les événements liés au débat sur les personnes LGBT+ et d'identifier les améliorations à apporter.

L'examen a confirmé que lors du débat du Congrès sur l'inclusion des personnes LGBTQI+, certain.e.s délégué.e.s ont éprouvé de la détresse, les délégué.e.s LGBTQI+ ayant déclaré se sentir mal accueilli.e.s et potentiellement en danger. Ces incidents ont mis en évidence les défis liés à la gestion des différences culturelles tout en respectant l'engagement de l'ISP à lutter contre la discrimination.

Les principales recommandations issues de l'examen sont les suivantes :

- Renforcer l'éducation et la sensibilisation à l'inclusion des personnes LGBTQI+ parmi les affiliés
- Développer des approches plus sensibles à la culture dans le cadre de la lutte contre la discrimination, en particulier dans les régions où il existe des restrictions légales
- Renforcer les systèmes de gestion du Congrès, notamment la gestion du temps et les directives à l'intention des orateurs.trices
- Offrir une formation au personnel sur la désescalade et la résolution des conflits
- Rétablir la confiance et l'unité au sein de l'organisation
- Augmenter les ressources en personnel afin de mieux gérer les risques et de préparer les futurs congrès.

Le Conseil exécutif a reçu ces recommandations en juin 2024 et a commencé à mettre en œuvre des mesures visant à garantir que tous les futurs événements de l'ISP soient sûrs et inclusifs pour tous.tes les participant.e.s.

JEUNES TRAVAILLEURS ET JEUNES TRAVAILLEUSES

En 2024, l'ISP s'est appuyée sur le congrès mondial historique de 2023, qui était le premier depuis l'approbation en 2017 du doublement du nombre de représentant.e.s des jeunes travailleurs.euses (JT) au Conseil exécutif (EB). Ce changement a considérablement modifié la représentation des JT, avec deux représentant.e.s d'Afrique et des Pays arabes, un d'Asie-Pacifique et un d'Inter-Amérique. Six des huit représentant.e.s des JT au CE étaient des femmes.

Notre travail auprès des jeunes s'est développé grâce à divers projets soutenus par la FORSA et la FES.

En Afrique et dans les Pays arabes, les JT ont été confronté.e.s à des défis importants liés à la crise économique, à l'inflation et à la montée en puissance de gouvernements autoritaires hostiles aux syndicats. Les jeunes travailleurs.euses ont été parmi les plus durement touché.e.s par la crise mondiale, plus de 80% des jeunes Africain.e.s travaillant dans le secteur informel. La guerre civile et l'instabilité politique dans plusieurs pays ont conduit à des conditions de travail plus difficiles, comme en

témoigne le fait que le gouvernement kenyan ait ignoré un accord conclu en 2017 avec les professionnels de la santé, ce qui a conduit à une grève nationale contre la proposition de réduire les allocations des médecins stagiaires à seulement un tiers du salaire convenu.

Les réunions des JT en Zambie et au Ghana ont abouti à des résolutions clés : se syndiquer sur les lieux de travail, dans les secteurs, les pays et les régions ; recruter d'autres jeunes travailleurs en syndicats ; encourager les syndicats à mettre en place des comités de jeunes travailleurs.euses ; participer activement aux domaines prioritaires de l'ISP ; et utiliser les outils des médias sociaux pour l'engagement régional. La Conférence des JT de novembre 2024 a évalué les progrès réalisés et élaboré un plan d'action menant à l'AFRECON 2025.

En Asie-Pacifique, les JT se sont engagé.e.s dans des actions de plaidoyer contre la privatisation et pour l'égalité des genres. Les jeunes travailleurs.euses de toute la région ont exprimé leur inquiétude quant à l'impact de la privatisation sur les services

publics tels que l'eau, l'électricité et les transports. Dans des pays comme l'Inde, l'Indonésie et les Philippines, les jeunes travailleurs.euses ont mené des manifestations et des campagnes soulignant l'importance de la propriété publique pour garantir un accès équitable et abordable.

La réunion des JT organisée en mai à Colombo, au Sri Lanka, à laquelle ont participé 21 représentant.e.s de 11 pays, a constitué une avancée significative. Parmi leurs priorités figuraient la lutte contre la privatisation et l'externalisation, la lutte contre la crise climatique, la gestion de la digitalisation, la protection des droits syndicaux, le soutien aux travailleurs.euses migrant.e.s, la promotion des droits des personnes LGBT+ et la protection des lanceurs.euses d'alerte parmi les fonctionnaires. Lors de l'APREC qui s'est tenue en septembre aux Fidji, ils/elles ont commencé à élaborer des stratégies pour 2025, en mettant l'accent sur le travail sous-régional.

En Amérique, les jeunes travailleurs.euses ont été touché.e.s par les crises économiques actuelles, la



Plus de 50 jeunes travailleurs.euses de 13 pays d'Amérique se sont réuni.e.s à Bogotá, en Colombie, pour une réunion régionale.

recrudescence de la violence (en particulier en Équateur) et la montée de l'extrême-droite. L'Argentine a présenté un cas particulièrement difficile, avec un gouvernement d'extrême-droite approuvant des licenciements massifs, des réductions des dépenses et des privatisations. Même dans les pays dirigés par des présidents progressistes comme le Brésil, le Chili, la Colombie, le Guatemala et le Honduras, il s'est avéré difficile de faire progresser la formalisation du travail et l'expansion du secteur public en raison des congrès conservateurs et de la pression du FMI. En novembre, plus de 50 jeunes travailleurs.euses de 13 pays d'Amérique se sont réunis à Bogotá, en Colombie, pour une réunion régionale.

Le Comité régional des jeunes travailleurs.euses a produit des contenus médiatiques politiques analysant les événements politiques majeurs du point de vue des jeunes travailleurs.euses, en les reliant aux priorités thématiques de l'ISP. Avec le soutien de la FÓRSA, ils ont défini quatre domaines stratégiques pour 2025 : renforcer les écoles syndicales pour les jeunes leaders, développer les canaux de communication numériques, créer des campagnes publicitaires numériques et organiser des réunions politiques et de solidarité.

En Europe, la conférence du réseau jeunesse de la FSESP a défini la première partie du programme de travail 2025 après le congrès général de la FSESP en juin. Des projets en coopération avec la FES et l'Union européenne ont soutenu le travail des jeunes dans la région, notamment «les syndicats - un nouvel élan pour la participation des jeunes», axé sur l'Europe de l'Est, et la création d'une académie syndicale pour les jeunes travailleurs.euses.

L'ISP vise à organiser au moins deux réunions politiques mondiales par an avec les représentants des jeunes au niveau régional et sous-régional. Les objectifs sont restés les mêmes: fournir une formation continue aux nouveaux leaders des jeunes sur les processus politiques de l'ISP, échanger des informations sur les événements et les campagnes, et renforcer le profil politique international et la solidarité mondiale parmi les représentant.e.s des jeunes au sein de l'ISP.



COMMUNICATIONS

SOUTIEN AUX CAMPAGNE

26k

ABONNÉ. E. S
FACEBOOK

9k

ABONNÉ. E. S
TWITTER

1600

ABONNÉ. E. S
INSTAGRAM

**Samira Abdel Alim**Member of the Executive Authority
of the Public Service Union**Nasser Hospital is one of the last remaining hospitals in the Gaza**

Strip

En 2024, notre équipe de communication a organisé une semaine de formation afin de renforcer notre approche stratégique fondée sur les priorités de notre Programme d'action. Nous nous sommes concentrés sur la rationalisation de la gestion du contenu, la standardisation des supports de communication et l'élaboration de protocoles de réponse efficaces. En passant d'une communication réactive à une communication pro-active et en mettant mieux en valeur les réalisations de l'ISP, nous avons amélioré notre site web et lancé une infolettre hebdomadaire.

Nous avons produit une vidéo captivante mettant en avant les travailleurs.euses de la santé en première ligne à Gaza et avons soutenu notre fonds de solidarité pour Gaza. Notre collaboration avec d'autres syndicats mondiaux dans le cadre d'une plainte contre Israël pour violation de la Convention de l'OIT sur la protection des salaires a été relayée par *The Guardian*, *Reuters* et d'autres grands médias. Nous avons également veillé à ce que la voix des travailleurs.euses de la santé soit entendue dans les

négociations du Traité sur les pandémies de l'OMS, poursuivant ainsi notre action mondiale en faveur des soins de santé.

Nous avons élargi notre Portail de négociation numérique avec des centaines de nouvelles clauses et adapté notre plateforme Motyrô pour héberger la boîte à outils «*Taking Services Back Home*» (Récupérer les services chez soi) de l'ISP/FSESP en 16 langues, améliorant ainsi l'accessibilité et créant un modèle pour les futures formations du centre d'éducation.

Nous avons renforcé la communication interne grâce à notre «*How We Work — Staff Resource Hub*» (Comment nous travaillons — Centre de ressources pour le personnel). Sur le plan externe, nous avons répondu aux préoccupations en matière de santé publique en diffusant des conseils de sécurité sur l'épidémie de MPOX et avons célébré la victoire de l'ISP auprès des Nations unies avec la création d'un organisme fiscal chargé de veiller à ce que les entreprises mondiales paient leur juste part.

Nous avons apporté notre soutien à des événements majeurs tout au long de l'année. Lors de la Conférence internationale du Travail de l'OIT, nous

avons aidé les responsables politiques de l'ISP et les membres affiliés en leur fournissant du contenu sur les soins, en particulier pour les agents de santé communautaire, et les discussions sur la Convention sur les risques biologiques.

Pour la Conférence régionale interaméricaine (IAMRECON), nous avons fourni un soutien technique pour l'application *PSI Events* et géré tous les éléments de conception. Pour la 68e Commission de la Condition de la Femme des Nations unies, nous avons hébergé le blog conjoint des syndicats mondiaux avec une meilleure intégration du site web de l'ISP, qui permet la publication croisée tout en conservant l'interface de la délégation conjointe.

Au Maroc, nous avons soutenu un atelier à Casablanca sur le plaidoyer et la négociation dans le cadre du projet «*Égalité des genres pour les travailleuses des services publics dans la région MENA*». Nous avons également participé activement à l'équipe de communication du Groupe de travail LGBTQ+ de la CGU, en aidant à diffuser les activités sur les plateformes communes, y compris la couverture de la Conférence mondiale de l'ILGA.

SOUTENIR

LE DÉVELOPPEMENT SYNDICAL

En 2024, nous avons constaté une augmentation de 7,5% des budgets des projets par rapport à 2023, malgré l'incertitude croissante dans l'environnement des projets. Plusieurs organisations de soutien à la solidarité syndicale ont été confrontées à une réduction des fonds et à une diminution du nombre de pays éligibles à l'aide au développement.

Parmi les événements clés soutenus par nos projets en 2024, citons :

- La relance de la campagne des agents de santé communautaire en Asie du Sud au Népal, soutenue par SASK, Union to Union (UtoU) et FÓRSA.
- La réunion du réseau africain des syndicats municipaux et locaux (AMALGUN) de l'ISP à Nairobi, au Kenya, soutenue par FÓRSA.
- L'atelier régional sur le genre au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, soutenu par UtoU à Beyrouth, au Liban.

Notre portefeuille en 2024 comprenait :

- Dix projets avec Union to Union (UtoU) en partenariat avec des affiliés dans 26 pays, impliquant 119 affiliés. Ces projets devaient initialement prendre fin en 2024, mais ont été prolongés jusqu'en 2025.
- Quatre projets avec SASK en partenariat avec 62 affiliés dans 11 pays, le cycle du projet devant prendre fin à la fin de 2025.
- Onze projets avec FNV Mondiaal impliquant 111 affiliés dans 15 pays, avec la possibilité de projets supplémentaires.
- Des projets avec la FES sur la fiscalité, le commerce, la digitalisation et le travail dans les multinationales, dans le cadre de la première année d'un cycle de trois ans qui s'achèvera en 2026.
- Un projet avec la DGB couvrant 4 pays et 9 affiliés, et un projet avec la DTDA couvrant 4 pays.

- Subventions continues de l'OSF soutenant le travail de l'ISP dans les domaines de l'équité en matière de santé, des soins et du secteur ALR en Afrique, ainsi que les syndicats pour la démocratie énergétique et le Centre pour la responsabilité et la recherche fiscales internationales des entreprises.
- Financement de Wellspring pour le renforcement des capacités fiscales et le plaidoyer de l'ISP.

En Suède, le nouveau gouvernement de droite a modifié la politique d'aide au développement avec une nouvelle stratégie pour les OSC. En conséquence, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA) a informé en mars toutes les organisations partenaires stratégiques (SPO), y compris UtoU, que leur statut de partenariat serait supprimé et que les accords pour 2023-2027 seraient résiliés à la fin de 2024. En octobre, l'ISP a appris que ces projets se poursuivraient jusqu'en 2025, mais leur durée restait incertaine. Le nombre de

h Asia's tation kers nize!

alition
Justice
PARTNER



pays éligibles a été réduit à 14, et les activités régionales ou internationales ont été interdites dans le cadre de ces projets.

La Finlande a également connu des changements majeurs, son gouvernement de droite ayant réduit de moitié le budget de la coopération au développement à partir de 2025. La SASK a demandé des notes conceptuelles avant novembre, identifiant 13 pays éligibles pour la période de programmation 2026-2029.

Les Pays-Bas ont annoncé des réductions progressives de l'aide au développement. L'accord actuel de FNV Mondiaal prend fin en 2025, avec des changements potentiels pour le deuxième cycle qui pourraient se traduire par une diminution des fonds pouvant atteindre 30% à partir de 2026. Malgré cela, le portefeuille de travaux avec FNV Mondiaal a augmenté en 2024.

En Allemagne, le ministère de la Coopération économique et du Développement a proposé une

réduction drastique des budgets affectant le financement de la FES pour 2025, qui pourrait être réduit de plus de 20%. Cette incertitude devrait perdurer jusqu'à la fin de 2026.

L'ISP a observé que les politiques des donateurs européens se concentraient fortement sur la reconstruction de l'Ukraine, certains pays donnant la priorité à la reconstruction de Gaza. Dans ces deux régions, la reconstruction des infrastructures et des services publics était susceptible d'être menée par des entreprises, ce qui impliquerait d'importantes privatisations.

Nos coordinateurs.trices de projet ont fait état de bons résultats en matière d'organisation, de renforcement des capacités des syndicats, de mise en réseau, de lutte contre les questions de genre, la violence et le harcèlement, et de développement des jeunes dans les syndicats, contribuant ainsi de manière significative à la mise en œuvre du programme d'action de l'ISP.

EUROPE (FSESP)

En 2024, la FSESP a été confrontée à des défis et des développements importants dans toute l'Europe, notamment en ce qui concerne l'Ukraine, les droits démocratiques et les services publics :

GUERRE EN UKRAINE ET SÉCURITÉ EUROPÉENNE

Le mouvement syndical mondial a commémoré le deuxième anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par la Russie lors d'une réunion en ligne au cours de laquelle les dirigeants de l'ISP et de la FSESP ont exprimé leur solidarité avec les travailleurs.euses et les affiliés ukrainiens. Alors que l'Ukraine progressait dans son statut de candidat à l'adhésion à l'UE, aux côtés de la Moldavie et de la Géorgie, la FSESP s'est concentrée sur le soutien à l'adhésion et à la reprise économique du pays.

Les implications plus larges de la guerre ont remodelé la politique européenne, qui s'est davantage concentrée sur les dépenses de défense. Ce changement a été en partie motivé par l'agression russe et les inquiétudes concernant d'éventuels changements dans le soutien des États-Unis à l'OTAN. Le conflit a entraîné des changements fondamentaux dans le paysage économique européen, mettant fin à l'ère de l'énergie russe bon marché, de la défense assurée par les États-Unis et des importations chinoises.

POLITIQUE DE L'UE ET GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE

L'UE a introduit de nouvelles règles de gouvernance économique que la FSESP a considérées comme un retour à l'austérité. Nous nous sommes joints à la CES et aux syndicats belges pour protester contre ces politiques, dont l'impact est devenu évident à travers les coupes dans les dépenses sociales en Finlande et en France.

DROITS SYNDICAUX ET DÉFIS DE L'EXTRÊME DROITE

Le gouvernement finlandais de droite, soutenu par l'extrême-droite, s'en est pris au droit de grève politique. Des défis similaires au droit de manifester sont apparus en Belgique, en France et au Royaume-Uni. La FSESP a réagi en se joignant aux manifestations organisées par les syndicats belges et en organisant des manifestations devant l'ambassade de France à Bruxelles.

L'extrême-droite a gagné du terrain dans toute l'Europe, obtenant une représentation accrue au Parlement européen et obtenant des résultats significatifs lors des élections régionales allemandes et des élections nationales autrichiennes. Une évolution positive s'est produite au Royaume-Uni, où la victoire du Parti travailliste a conduit à l'abrogation de la législation restrictive sur les grèves et à des progrès vers un accord national sur les soins.

PROGRÈS LÉGISLATIFS DE L'UE

Parmi les avancées législatives significatives, on peut citer :

- La directive sur le personnel des plateformes établissant une présomption d'emploi,
- La directive sur la diligence raisonnable en matière de responsabilité des entreprises pour les grandes entreprises,
- L'amélioration des normes d'exposition à l'amiante et la décontamination obligatoire des équipements des pompiers,
- La nouvelle législation sur les stages de qualité visant à lutter contre les stages non rémunérés,
- Grâce au travail des syndicats belges, la présidence belge a ouvert des conférences de haut

niveau à la participation des syndicats, couvrant la santé et la sécurité, les services d'intérêt général et les pénuries de main-d'œuvre.

TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES

La loi sur l'IA a marqué une avancée importante, même si la CES a fait part de ses préoccupations concernant sa mise en œuvre sur le lieu de travail et la surveillance. Nous avons plaidé en faveur d'une réglementation prudente de l'espace européen des données de santé, en soutenant une approche opt-in afin de protéger les droits individuels.

GOUVERNANCE ET CONGRÈS DE LA FSESP

Le Comité exécutif de la FSESP s'est réuni au printemps 2024 pour se concentrer sur les préparatifs du Congrès de la FSESP qui s'est tenu à Bucarest. Le Congrès a examiné les modifications apportées aux Statuts de la FSESP et au Programme d'action (2025-2029) et a adopté une résolution d'urgence sur le conflit israélo-palestinien.

Des changements sont intervenus à la tête de la FSESP, Mette Nord ayant pris sa retraite de la présidence de la FSESP et Françoise Geng, de la CGT Santé Action Sociale (France), ayant été élue nouvelle Présidente. Jan Willem Goudriaan a été reconduit dans ses fonctions de Secrétaire général de la FSESP pour un nouveau mandat.

DIALOGUE SOCIAL

Un défi important est apparu lorsque les employeurs intersectoriels ont rejeté les négociations sur les droits au travail à distance. Cela a conduit à un regain d'intérêt pour les accords administratifs du gouvernement central et les discussions avec

12 May

International Nurses' Day



le Commissaire Schmit sur une éventuelle législation européenne.

La rupture du dialogue a donné lieu à la déclaration de Val Duchesse et à des discussions sur un pacte pour le dialogue social qui devrait être finalisé d'ici la fin 2024. La FSESP a entamé des négociations multisectorielles sur la violence de tiers avec les employeurs, impliquant les syndicats de la santé, des collectivités locales et de l'administration centrale.

FEMMES ET JEUNES

La conférence de la jeunesse s'est tenue juste avant le Congrès de la FSESP et a porté sur l'organisation et le recrutement. L'équipe de la FSESP et ses affiliés ont réalisé des progrès, davantage de syndicats ayant rejoint les programmes d'augmentation du nombre d'adhérents.

RÉPONSE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

La FSESP a réagi à l'augmentation des catastrophes climatiques en Europe en soutenant les pompiers et les secouristes qui ont perdu la vie en sauvant d'autres personnes. Nous avons plaidé en faveur d'une augmentation des investissements dans les services d'urgence et nous

nous sommes opposés aux mesures d'austérité qui réduisent la capacité des services.

COMPÉTITIVITÉ ET SERVICES PUBLICS

Le virage à droite de la politique européenne a influencé le Conseil européen et la Commission, avec des commissaires plus conservateurs et des orientations politiques mettant l'accent sur la migration, la défense et la compétitivité.

Le rapport de l'ancien Président de la BCE, Mario Draghi, reflétait cette orientation, plaidant en faveur d'investissements massifs tout en continuant à mettre l'accent sur la déréglementation des marchés. La FSESP a continué à plaider en faveur de services publics dotés de ressources suffisantes, s'opposant à l'austérité et à la libéralisation.

ÉVOLUTION DU SECTEUR DES SOINS

La FSESP s'est penchée sur les défis liés aux services de soins, en particulier en ce qui concerne le travail sur les plateformes et les conditions de travail. Nous avons publié des recherches sur l'économie des plateformes dans

le secteur des soins et lancé des études sur le bien-être des aidants informels et de longue durée.

Les effets de la libéralisation sont devenus évidents dans le secteur de la garde d'enfants en France, après les scandales Orpea dans le secteur des soins aux personnes âgées. La FSESP a réussi à faire valoir que les bas salaires, les mauvaises conditions de travail et le manque de personnel devaient être pris en compte, ce qui a été reconnu dans le rapport Draghi.

Les syndicats des aides-soignants se sont réunis à Madrid pour discuter de la reconnaissance des qualifications professionnelles et des stratégies de promotion aux niveaux national, européen et mondial (OMS).

RECRUTEMENT ET SYNDICALISATION

Plusieurs projets de syndicalisation ont progressé au cours de l'année, avec l'adhésion de milliers de nouveaux membres aux syndicats. Pour certains syndicats, le déclin du nombre d'adhérent.e.s a cessé et, dans l'ensemble, les militant.e.s syndicaux se sont davantage impliqué.e.s dans leurs organisations.

RECETTES

Cotisations	€ 7,588,387
Remboursements	€ 18,213
Intérêts et produits des investissements	€ 157,454
Recettes exceptionnelles	€ 84,044
Total des recettes principales	€ 7,848,098
Contributions au Fonds d'aide et aux Fonds de solidarité régionaux	€ 550,585
Financements bailleurs de fonds - activités de projet	€ 2,723,259
Autres contributions aux projets	€ 5,900
TOTAL RECETTES	€ 11,127,842

DÉPENSES

Activités stratégiques

Domaines prioritaires

Lutte contre la privatisation	€ 16,166
Influence sur politiques mondiales	€ 10,937
Syndicalisation et croissance	€ 0
Droits syndicaux	€ 21,967
Egalité des genres, équité et diversité	€ 25,402
Total Domaines prioritaires	€ 74,473

Activités sectorielles

Administration nationale	€ 614
Administration locale et régionale	€ 20,781
Santé et services sociaux	€ 28,186
Services publics de distribution	€ 13,623
Personnels auxiliaires du secteur de l'éducation et de la culture	€ 1,422
Total Activités sectorielles	€ 64,626

Activités génériques

Migration	€ 4,784
Renforcement des capacités	€ 2,064
Projets de renforcement syndical (UD)	€ 20,161
Recherche	€ 60,326
Travailleurs intervenant en situation d'urgence et Changement climatique	€ 0
Total Activités génériques	€ 87,335

Communication	€ 110,001
Activités spécifiques	€ 0
Activités (sous)-régionales	€ 99,444
Total activités stratégiques	€ 435,879

Organes statutaires

Congrès	€ 0
Conseil exécutif (EB)	€ 281,517
Comité mondial des femmes (WOC)	€ 5,195

Comité directeur (SC)	€ 10,565
Conférences régionales	€ 169,940
Comités exécutifs régionaux	€ 71,635
Comités régionaux des femmes	€ 20,186
Commissions consultatives sous-régionales (SUBRAC)	€ 115,601
Révision des Statuts	€ 0
Total Réunions statutaires	€ 674,639

Réunions et événements

Représentation/coordination direction	€ 77,246
Contrôle/coordination Siège	€ 0
Total Réunions et événement	€ 77,246

Représentation (sous)-régionale	€ 103,488
Accord FSESP-ISP	€ 650,403
Prix Kluncker Wurf	€ 0
Contributions	€ 9,547

Frais de personnel

Frais de personnel Siège	€ 3,519,322
Personnel (sous)-régional	€ 1,185,887
Autres frais de personnel (frais non liés au personnel)	€ 101,023
Total Frais de personnel	€ 4,806,232

Frais de bureau

Frais de bureau Siège	€ 394,724
Frais de bureau (sous)-régionaux	€ 262,191
Total Frais de bureau	€ 656,916

Frais de personnel/bureau nets

Audit	€ 74,234
Dépenses exceptionnelles	€ 255,578
Amortissement	€ 53,295
Provisions	€ 209,663
Dispositions financières	€ 45,391
Prélèvements sur les provisions	-€ 980,000
Contributions au Congrès et réserves réglementaires	€ 900,000
Contributions aux fonds ISP	€ 290,000

Total des dépenses principales

Fonds d'aide et Fonds de solidarité régionaux

Fonds destinés aux dons	€ 119,506
Solde des fonds	€ 431,080
Total Dépenses des Fonds	€ 550,585

Projets

Activités	€ 3,185,772
Solde des projets	-€ 456,614
Total Dépenses des Projets	€ 2,729,159

TOTAL DÉPENSES

Variation de l'actif net

-€ 414,414



LA FÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES DES SERVICES PUBLICS

L'Internationale des Services Publics est une fédération syndicale internationale qui regroupe plus de 700 syndicats représentant 30 millions de travailleurs et travailleuses dans 154 pays. Nous faisons entendre leur voix auprès des Nations Unies, de l'OIT, de l'OMS et d'autres organisations régionales et mondiales. Nous défendons les droits syndicaux et du travail et luttons pour l'accès universel à des services publics de qualité.

INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS

Chemin du Point du Jour 6bis
CH 1202 Genève - Suisse

psi@world-psi.org
www.publicservices.international

SECRETARIAT INTERNATIONAL DE L'ISP

45 Avenue Voltaire, BP 9
01211 Ferney-Voltaire Cedex France

Tel: +33(0)450406464

